

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2023-2024

18 MARS 2024

Proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre les violences économiques dans le couple

AUDITION ET
AVIS ÉCRITS

Voir:

Documents du Sénat:

7-444 – 2022/2023:

N° 1: Proposition de résolution.

7-444 – 2023/2024:

N° 2: Amendements

N° 3: Rapport.

N° 4: Texte adopté par le comité d'avis.

N° 5: Texte adopté en séance plénière.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2023-2024

18 MAART 2024

Voorstel van resolutie tot versterking van de strijd tegen economisch partnergeweld

HOORZITTING EN
SCHRIFTELIJKE ADVIEZEN

Zie:

Documenten van de Senaat:

7-444 – 2022/2023:

Nr. 1: Voorstel van resolutie.

7-444 – 2023/2024:

Nr. 2: Amendementen.

Nr. 3: Verslag.

Nr. 4: Tekst aangenomen door het adviescomité.

Nr. 5: Tekst aangenomen in plenaire vergadering.

SOMMAIRE

I.	AUDITION DU 15 JANVIER 2024	3
A.	Exposé de Mme Fatma Karali, sociologue et fondatrice du collectif «Les Mères Veilleuses»	3
B.	Échange de vues.....	11
II.	AVIS ÉCRITS	16
A.	Avis écrit de Madame Zoé Petry, responsable du service d'assistance policière aux victimes (SAPV) de la zone de police Seraing-Neupré, janvier 2024.....	16
B.	Avis écrit du Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE), janvier 2024	18
C.	Avis écrit de l'Agence flamande Justice et Répression, janvier 2024.....	32
D.	Avis écrit de la Commission pour la réforme du Code pénal, janvier 2024	38
E.	Avis écrit de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, janvier 2024	46

INHOUD

I.	HOORZITTING VAN 15 JANUARI 2024.....	3
A.	Uiteenzetting van mevrouw Fatma Karali, socio- en oprichtster van het collectief «Les Mères Veilleuses»	3
B.	Gedachtwisseling	11
II.	SCHRIFTELIJKE ADVIEZEN	16
A.	Schriftelijk advies van Mevrouw Zoé Petry, hoofd van de dienst politieke slachtofferbejegening van de politiezone Seraing-Neupré, januari 2024.....	16
B.	Schriftelijk advies van het <i>Collectif contre les violences familiales et l'exclusion</i> , januari 2024.....	25
C.	Schriftelijk advies van het Agentschap Justitie en Handhaving, januari 2024	35
D.	Schriftelijk advies van de Commissie tot hervorming van het strafrecht, januari 2024.....	42
E.	Schriftelijk advies van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, januari 2024	52

I. AUDITION DU 15 JANVIER 2024

- Madame Fatma Karali, sociologue et fondatrice du collectif «Les Mères Veilleuses».

A. Exposé de Mme Fatma Karali, sociologue et fondatrice du collectif «Les Mères Veilleuses»

Mme Fatma Karali est socio-anthropologue et mère de deux jeunes garçons prénommés Issa et Younes. Elle a fondé le collectif «Les Mères Veilleuses» en 2016, alors qu'elle était elle-même mère monoparentale, victime de violences conjugales et post-séparation. Elle a également été élevée par une maman courage qui s'est retrouvée à assumer seule cinq enfants après dix-huit années de violences conjugales extrêmes. Elle se considère donc survivante des violences intrafamiliales.

L'association a vu le jour en 2021 lorsque des dizaines, puis des centaines de femmes en détresse ont demandé de l'aide. Le collectif «Les Mères Veilleuses» est confronté à des vies brisées en raison d'un système défaillant qui invisibilise les violences intrafamiliales, qu'elles soient physiques, psychologiques ou économiques. Pourtant, les données chiffrées attestent qu'une famille sur dix en Belgique est monoparentale et plus de 80 % d'entre elles sont à charge des mères. Des femmes qui, pour la plupart, sont en situation précaire tout comme leurs enfants.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, Mme Karali souhaiterait relater l'histoire de Rokia, une mère solo qui a été violemment arrêtée par la police en mars 2020 suite à un mandat d'arrêt européen lancé par son ex-compagnon qu'elle venait tout juste de dénoncer pour des faits d'attouchements sur leur fille. L'avocat de son ex-compagnon l'a également accusée d'aliénation parentale. Rokia a été libérée sous condition et a pu s'enfuir vers son pays d'origine où se trouvaient ses enfants. Depuis 2020, cette artiste de renommée internationale et marraine de l'association, ne peut plus exercer son métier car elle a été sommée par la justice de rendre sa fille au père et menacée d'emprisonnement si elle refusait de le faire. Faute de protection de la justice, Rokia a sacrifié sa carrière pour rester auprès de ses enfants. Voici une parfaite illustration de ce que sont les violences économiques.

Combien d'autres mamans sont empêchées de travailler ou menacées d'être «désenfantées» ou ont été accusées d'aliénation parentale? Combien de mères s'appauvrissement en raison des violences qu'elles ont

I. HOORZITTING VAN 15 JANUARI 2024

- mevrouw Fatma Karali, sociologe en oprichtster van het collectief «*Les Mères Veilleuses*».

A. Uiteenzetting van mevrouw Fatma Karali, sociologe en oprichtster van het collectief «*Les Mères Veilleuses*»

Mevrouw Fatma Karali is sociaal antropologe en moeder van twee jonge zonen, Issa en Younes. Ze richtte het collectief *Les Mères Veilleuses* op in 2016, toen ze zelf alleenstaande moeder was, slachtoffer van intrafamiliaal geweld en gescheiden. Ze werd ook opgevoed door een moedige moeder die in haar eentje vijf kinderen moest onderhouden na achttien jaar extreem intrafamiliaal geweld. Ze beschouwt zichzelf dus als een overlever van intrafamiliaal geweld.

De vereniging ontstond in 2021 toen tientallen, later honderden vrouwen in nood om hulp vroegen. *Les Mères Veilleuses* wordt geconfronteerd met gebroken levens door een gebrekig systeem dat intrafamiliaal geweld, of het nu fysiek, psychisch of economisch is, onzichtbaar maakt. Toch blijkt uit cijfers dat één op de tien gezinnen in België een éénoudergezin is en dat in meer dan 80 % van de éénoudergezinnen een moeder aan het hoofd staat. De meeste van deze vrouwen bevinden zich in een preinaire situatie, net als hun kinderen.

Alvorens tot de kern van de zaak te komen, wil mevrouw Karali het verhaal vertellen van Rokia, een alleenstaande moeder die in maart 2020 met geweld werd gearresteerd door de politie na een Europees aanhoudingsbevel dat was uitgevaardigd door haar ex-partner, die ze net had aangeklaagd voor het molesteren van hun dochter. De advocaat van haar ex-man beschuldigde haar ook van ouderverstotting. Rokia werd voorwaardelijk vrijgelaten en kon vluchten naar haar land van herkomst, waar haar kinderen waren. Sinds 2020 kan deze internationaal gerenommeerde kunstenares en meter van de vereniging haar beroep niet meer uitoefenen omdat ze van de rechtbank het bevel heeft gekregen om haar dochter terug te geven aan haar ex-partner en bedreigd wordt met gevangenisstraf als ze weigert dit te doen. Bij gebrek aan wettelijke bescherming heeft Rokia haar carrière opgeofferd om bij haar kinderen te kunnen blijven. Dit is een perfecte illustratie van economisch geweld.

Hoeveel andere moeders worden verhinderd om te werken of dreigen «ontkind» te worden of zijn beschuldigd van ouderverstotting? Hoeveel moeders zijn verarmd als gevolg van het geweld dat ze hebben ondergaan? Hoeveel

subies? Combien d'entre elles ont pu obtenir réparation pour les traumatismes vécus? Le collectif «Les Mères Veilleuses» est tellement submergé de demandes et de récits d'injustice qu'il est devenu impossible de les traiter individuellement. L'association est donc née d'une nécessité d'apporter un vrai changement structurel de notre société au travers de plaidoyer et de sensibilisation. L'objectif est donc de réduire les injustices, les inégalités et les discriminations liées au genre.

L'oratrice a identifié dans sa présentation cinq constats majeurs et points de vigilance liés aux violences économiques, accompagnés de recommandations.

I) La définition des violences économiques semble trop restreinte

Mme Karali a souligné l'importance d'élargir cette définition, car les six types de comportements abusifs de l'auteur, visant à réduire l'autonomie de la victime, concernent la période avant la séparation. Or les juges n'acceptent pas que les mères fassent référence à la période avant séparation. Les juges empêchent les mères d'évoquer les violences avant la séparation parce qu'elles contribuent, selon eux, à attiser les conflits entre les deux parents. Aux yeux de la justice, il faut donc faire table rase du passé alors que la convention d'Istanbul n'établit pas de distinction entre l'avant et l'après séparation.

De plus, l'avant a des conséquences sur l'après séparation. Il est important d'inclure le non-paiement des contributions alimentaires dans cette définition parce qu'il permet de faire reconnaître les violences économiques infligées aux enfants.

Il est de plus important d'inclure une analyse de la dynamique relationnelle du couple car cette dernière permet de comprendre le contrôle exercé par l'auteur sur la victime, notamment la manière dont il exploite toutes les ressources de la victime au point que celle-ci est empêchée de s'occuper d'elle-même. Le collectif «Les Mères Veilleuses» a réalisé des capsules qui illustrent parfaitement cette condition. Ces situations d'exploitation poussent les victimes à douter et à n'être plus que l'ombre d'elles-mêmes tant elles ont été abusées.

Il est également nécessaire de faire état du type de dépense que les femmes sont contraintes de réaliser au sein du couple dysfonctionnel avant leur séparation car elles s'y appauvrisent en prenant en charge les petites dépenses alors que leur compagnon paie les grosses

de ses dépenses. Combien d'entre elles ont pu obtenir réparation pour ces violations? Le collectif «Les Mères Veilleuses» est tellement submergé de demandes et de récits d'injustice qu'il est devenu impossible de les traiter individuellement. L'association est donc née d'une nécessité d'apporter un vrai changement structurel de notre société au travers de plaidoyer et de sensibilisation. L'objectif est donc de réduire les injustices, les inégalités et les discriminations liées au genre.

In haar presentatie identificeert spreekster vijf belangrijke bevindingen en aandachtspunten met betrekking tot economisch geweld, en formuleert zij een aantal aanbevelingen.

I) De definitie van economisch geweld lijkt te restrictief

Mevr. Karali benadrukt het belang om deze definitie te verruimen, omdat de zes vormen van mishandeling door de dader, gericht op het verminderen van de autonomie van het slachtoffer, betrekking hebben op de periode vóór de scheiding. Rechters aanvaarden echter niet dat moeders verwijzen naar de periode vóór de scheiding, omdat het volgens hen het conflict tussen de twee ouders alleen maar aanwakkert. In de ogen van de rechters moet het verleden worden uitgewist, ook al maakt het Verdrag van Istanbul geen onderscheid tussen de periode voor en na de scheiding.

Mevrouw Karali wijst erop dat hetgeen vóór de scheiding gebeurt gevolgen heeft voor wat er achteraf gebeurt. Zo is het belangrijk om het niet betalen van alimentatie op te nemen in deze definitie, omdat hierdoor economisch geweld tegen kinderen erkend kan worden.

Verder is het essentieel om een analyse van de relativedynamiek van het koppel uit te voeren. Dit zou immers helpen om de controle van de dader over het slachtoffer te begrijpen, in het bijzonder de manier waarop hij alle middelen van het slachtoffer uitbuit tot het punt waarop het niet meer voor zichzelf kan zorgen. Het collectief *Les Mères Veilleuses* heeft korte filmpjes gemaakt die deze toestand perfect illustreren. Door deze uitbuitings-situaties gaan de slachtoffers aan zichzelf twijfelen en worden zij zo erg misbruikt dat zij een schaduw worden van zichzelf.

Het is ook nodig om te vermelden welk soort uitgaven vrouwen binnen hun disfunctionele koppel moeten doen voordat ze uit elkaar gaan, vrouwen verarmen zichzelf immers in het koppel door de kleine uitgaven op zich te nemen terwijl hun partner de grote uitgaven

dépenses dont le capital. C'est ce que Titiou Lecoq nomme «La théorie du pot de yaourt» dans son livre «*Le couple et l'argent*» (1). Cela a pour conséquences de les appauvrir pendant et après leur séparation. Le fait que les femmes prennent en charge ce type de dépenses et n'investissent pas plus dans le capital s'explique par les inégalités salariales et le fait que les femmes s'éloignent du marché du travail quand elles deviennent mères. C'est en raison essentiellement de la difficulté de concilier vie privée et vie professionnelle et le manque de places en crèche, etc., qu'elles s'éloignent du marché du travail.

En résumé, la violence économique est à la fois un moyen (un instrument) pour l'auteur des violences d'exercer un contrôle et elle est une conséquence de l'invisibilisation et de la non détection des violences conjugales et intrafamiliales par le système judiciaire.

Le collectif Les Mères Veilleuses formule trois recommandations sur ce point:

- apporter un soutien financier pour créer des campagnes de prévention et de sensibilisation avec des outils de psychoéducation (écoles, associations, grand public, etc.) pour mieux saisir les dynamiques des violences;
- prévoir une expertise judiciaire pour analyser la dynamique relationnelle avant et après la séparation;
- former les professionnels et professionnelles à l'outil de détection des violences intrafamiliales et notamment le contrôle coercitif. Il s'agit d'un outil commandité par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et développé par Marie Denis, fondatrice de l'Observatoire féministe des violences faites aux femmes, membre du conseil d'administration du collectif.

2) Des biais de genre dans le domaine psychosocial et judiciaire

Il est important d'épingler les biais de genre dans le domaine psychosocial et judiciaire car dans sa recherche sur l'aliénation parentale actuellement en cours, Marie Denis parvient à la conclusion que les intervenants et intervenantes des sphères psychosociale et juridique mobilisent une vision «essentialiste» des rôles de mère et de père, générant ainsi un biais de genre qui empêche les mères de travailler ou étudier. Ces stéréotypes de genre poussent les juges de la famille à assigner les mères dans un rôle génré de donneuses de soins et du

betaalt, inclusief het kapitaal. Dit is wat Titiou Lecoq de «yoghurtpot-theorie» noemt in haar boek «*Le couple et l'argent*» (1). Het resultaat is dat ze zowel tijdens als na hun scheiding armer worden. Het feit dat vrouwen dit soort uitgaven doen en niet meer investeren in kapitaal komt volgens spreekster door de loonongelijkheid en het feit dat vrouwen zich verwijderen van de arbeidsmarkt als ze moeder worden, voornamelijk omdat het moeilijk is om werk en privéleven te combineren, omdat er te weinig plaats is in de crèches, enz.

Kortom, economisch geweld is zowel een middel (een instrument) voor de geweldpleger om controle uit te oefenen, als een gevolg van de onzichtbaarheid en het falen van het gerecht om partner- en intrafamiliaal geweld op te sporen.

Het collectief *Les Mères Veilleuses* doet in dit verband drie aanbevelingen:

- financiële steun verlenen om preventie- en bewustmakingscampagnes op te zetten met psycho-educatieve instrumenten (scholen, verenigingen, het grote publiek, enz.) om de dynamiek van geweld beter te begrijpen;
- zorgen voor gerechtelijke expertise om de dynamiek van relaties voor en na de scheiding te analyseren;
- professionals opleiden in instrumenten voor het opsporen van intrafamiliaal geweld, in het bijzonder dwangmatige controle. Het instrument is in opdracht van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen ontwikkeld door Marie Denis, oprichtster van het *Observatoire féministe des violences faites aux femmes* en lid van de raad van bestuur van het collectief.

2) Gendervoordoelen op psychosociaal en gerechtelijk gebied

Het is belangrijk om gendervoordoelen op psychosociaal en juridisch gebied aan te wijzen; Marie Denis besluit immers in haar huidige onderzoek naar ouderverstotting dat psychosociale en juridische professionals een «essentialistische» visie op de rol van moeder en vader hanteren, waardoor een gendervooroordeel ontstaat dat moeders belemmt om te werken of te studeren. Zo leiden deze genderstereotypen ertoe dat familierechters aan moeders een genderspecifieke rol toekennen als verzorgsters en behoeders van de band tussen vader en

(1) Lecoq Titiou, *Le couple et l'argent*, Éditions L'Iconoclaste, octobre 2022.

(1) Lecoq Titiou, *Le couple et l'argent*, Éditions L'Iconoclaste, oktober 2022.

maintien du lien entre le père et l'enfant. La justice les tient pour responsables si le lien est rompu. Cela renforce donc clairement les discriminations et donc les violences envers les femmes.

Le collectif «Les Mères Veilleuses» formule trois recommandations sur ce point:

- interdire la mobilisation de concepts anti-victimaire tels que le syndrome d'aliénation parentale, mères fusionnelles, syndrome de Médée ou toute autre théorie anti-victimaire non fondée scientifiquement qui tendent à discréditer et pathologiser les mères;
- former les professionnels à identifier leurs biais cognitifs et mettre en place des programmes de formation visant à sensibiliser ces professionnels aux stéréotypes de genre;
- promouvoir l'égalité des genres dans les programmes scolaires.

3) Les violences intrafamiliales et la justice

Le collectif «Les Mères Veilleuses» estime que la justice devrait être réformée pour les raisons suivantes:

- les procédures civiles, qui tendent à invisibiliser les violences intrafamiliales, imposent des coûts considérables aux victimes en termes de frais d'avocats et d'expertise. L'association constate que ces frais varient entre 1 400 euros et 20 000 euros par personne et représentent un instrument de violences économiques. Ce sont les mères, principalement, qui supportent financièrement les procédures non pas pour défendre leurs droits, mais pour l'intérêt et la protection de l'enfant. Par exemple, une mère devra assumer les frais d'avocat pour défendre les droits financiers de son enfant lors d'une contestation du montant de la contribution alimentaire par le père ou encore une mère devra subir des expertises au coût exorbitant afin de tenter de protéger son enfant des violences;
- l'association observe une disparité entre la justice civile et pénale: le défaut de coordination ou de communication entre ces tribunaux peut engendrer des jugements discordants et des décisions préjudiciables pour les victimes. Le principe de précaution n'est généralement pas mis en œuvre et ce pour ne pas porter atteinte à la présomption d'innocence;

kind. De rechtbanken stellen hen verantwoordelijk als de band verbroken wordt. Dit werkt duidelijk discriminatie en dus geweld tegen vrouwen in de hand.

Les Mères Veilleuses formuleert hierover drie aanbevelingen:

- het gebruik van slachtoffer ontkennende concepten zoals het ouderverstotingssyndroom, fusionele moeders, Medea-syndroom of elke andere wetenschappelijk ongefundene slachtoffer ontkennende theorie die moeders in diskrediet brengen en pathologiseren, verbieden;
- professionals opleiden om hun cognitieve vooroordeelen te identificeren en opleidingsprogramma's opzetten om deze professionals bewust te maken van genderstereotypen;
- gendergelijkheid in de leerplannen promoten.

3) Intrafamiliaal geweld en het gerecht

Het collectief *Les Mères Veilleuses* meent dat het gerecht om de volgende redenen hervormd moet worden:

- burgerlijke procedures, die intrafamiliaal geweld vaak onzichtbaar maken, brengen aanzienlijke kosten met zich mee voor de slachtoffers in de vorm van honoraria van advocaten en deskundigen. De vereniging stelt vast dat deze kosten variëren tussen 1 400 en 20 000 euro per persoon, en een instrument van economisch geweld vormen. Het zijn vooral moeders die de financiële lasten van de procedures dragen, niet om hun rechten te verdedigen, maar in het belang en ter bescherming van hun kind. Een moeder moet bijvoorbeeld advocaatkosten betalen om de financiële rechten van haar kind te verdedigen wanneer de vader de hoogte van de alimentatie betwist, of een moeder moet buitengewoon dure expertises ondergaan om haar kind te beschermen tegen geweld;
- de vereniging stelt vast dat er een verschil is tussen de burgerlijke rechtbanken en de strafrechtbanken: het gebrek aan coördinatie of communicatie tussen deze rechtbanken kan leiden tot inconsistentie vonnissen en beslissingen die nadrukkelijk zijn voor slachtoffers. Het voorzorgsbeginsel wordt over het algemeen niet toegepast om het vermoeden van onschuld niet aan te tasten;

– des dysfonctionnements dans l'exécution du jugement pour le paiement des contributions alimentaires compliqueraient encore plus la situation. Le collectif «Les Mères Veilleuses» estime que le système de récupération des contributions alimentaires est dysfonctionnel. Il se base sur les constats suivants:

- les moyens pour exécuter les jugements sont limités, longs et coûteux. Cela dissuade souvent les mères de réclamer la contribution alimentaire;
- la capitalisation des contributions alimentaires est impossible en l'absence d'accord entre les parties et de surcroît lorsqu'il y a des violences post-séparation;
- le prélèvement sur salaire ou revenu n'est pas automatisé. Le calcul du montant de la contribution alimentaire n'est pas harmonisé, laissant la modalité à la discrétion de chaque juge;
- un délai de prescription de cinq ans est prévu pour réclamer le remboursement des contributions alimentaires et frais extraordinaire. Or, certaines mères, pour éviter toutes représailles, prennent parfois du temps avant de lancer des procédures en justice et réclamer des contributions;
- une instrumentalisation de la loi d'hébergement égalitaire permet aux hommes violents de ne pas payer la contribution alimentaire ou encore d'exploiter économiquement la victime (rendez-vous médicaux, frais scolaires, etc.);
- le Service de créances alimentaires présente également des lacunes. Il ne permet pas de récupérer des frais extraordinaire non forfaitisés et les avances de contribution alimentaires sont plafonnées à 175 euros par enfant.

Il serait donc nécessaire de réformer la justice car ces dysfonctionnements ont non seulement un impact sur les victimes mais ces coûts sont supportés à la fois par les victimes et l'ensemble de la société. Ce qui déresponsabilise les auteurs de ces violences, à savoir dans la majorité des cas, les pères.

Les collectif Les Mères Veilleuses formule à cet égard onze recommandations:

- renforcer la formation des magistrats pour une meilleure prise en compte des violences intrafamiliales;

– gebrekkige uitvoeringen van vonnissen over de betaling van alimentatie zouden de situatie nog ingewikkelder maken. Het collectief *Les Mères Veilleuses* is van mening dat het systeem voor de inning van alimentatie niet naar behoren werkt. Dit is gebaseerd op de volgende vaststellingen:

- de middelen om vonnissen te laten uitvoeren zijn beperkt, lang en duur. Dit ontmoedigt moeders vaak om alimentatiegeld op te eisen;
- kapitalisatie van de alimentatie is onmogelijk zonder overeenkomst tussen de partijen, des te meer wanneer er sprake is van geweld na de scheiding;
- loon- of inkomensbeslag gebeurt niet automatisch. De berekening van de alimentatie is niet geharmoniseerd, waardoor elke rechter naar eigen inzicht beslist;
- er is een verjaringstermijn van vijf jaar voor het opeisen van terugbetaling van de alimentatie en buitengewone kosten. Om represailles te voorkomen wachten sommige moeders echter om gerechtelijke stappen te zetten en de betaling van alimentatie op te eisen;
- de wet op de gelijkmatig verdeelde huisvesting kan worden gebruikt door gewelddadige mannen om de alimentatie niet te betalen of om het slachtoffer economisch uit te buiten (medische afspraken, schoolkosten, enz.);
- de Dienst voor alimentatievorderingen vertoont ook lacunes. Er kunnen geen niet-forfaitaire buitengewone kosten worden ingevorderd en voorschotten op alimentatie zijn beperkt tot 175 euro per kind.

Justitie moet dus worden hervormd. Deze disfuncties hebben immers niet alleen gevolgen voor de slachtoffers: de kosten worden gedragen door zowel de slachtoffers als de samenleving in haar geheel. Hierdoor wordt de verantwoordelijkheid weggenomen bij de daders van dergelijk geweld, die in de meeste gevallen, de vaders zijn.

Het collectif *Les Mères Veilleuses* formuleert daartoe elf aanbevelingen:

- de opleiding van rechters verbeteren om meer rekening te leren houden met intrafamiliaal geweld;

- créer un tribunal dédié aux violences intrafamiliales (*cf. infra*);
- renforcer le volet relatif aux devoirs parentaux et pas seulement les droits des parents: dans le cadre de la justice familiale, il est essentiel de mettre davantage l'accent sur les obligations et les devoirs des parents envers leurs enfants. Actuellement, certains pères réclament des droits sans assumer leurs devoirs, ce qui est toléré par la justice, et contribue à les déresponsabiliser. Il serait judicieux de mettre en avant les droits fondamentaux des enfants, et il semble incohérent que le parent gardien doive supporter des frais judiciaires pour protéger les droits fondamentaux de son enfant, notamment en cas de violence ou de précarité;
- financer davantage la justice pour la rendre plus accessible;
- à défaut, d'un tribunal dédié aux violences intrafamiliales, favoriser une meilleure coordination juridique entre le tribunal pénal et civil: pour ce faire, l'association recommande de suspendre les décisions civiles en attente d'une enquête pénale pour assurer une approche coordonnée et cohérente;
- améliorer les moyens d'exécution des jugements:
 - en mettant en place des mécanismes plus efficaces et rapides pour l'exécution des jugements en matière de contributions alimentaires. Notamment, le SECAL pourrait être directement désigné pour récupérer les contributions et les reverser. Cela nécessite un renforcement de ce service en se basant sur l'exemple de la caisses d'allocations familiales (CAF) en France. Un service intermédiaire permettrait de réduire considérablement les violences post-séparation;
 - en l'absence d'un SECAL suffisamment renforcé, il serait opportun de prévoir une automatisation du prélèvement sur salaire ou revenu;
 - en permettant une capitalisation des contributions alimentaires lorsqu'il y a des violences intrafamiliales avérées;
 - en assurant une harmonisation du calcul du montant de la contribution pour éviter les disparités actuelles;
 - een rechtbank oprichten om intrafamiliaal geweld te behandelen (zie hieronder);
 - het aspect van de ouderlijke plichten benadrukken en niet alleen de ouderlijke rechten: inzake familierecht is het essentieel om meer nadruk te leggen op de plichten van de ouders ten aanzien van hun kinderen. Momenteel eisen sommige vaders rechten zonder hun plichten te vervullen, wat door de rechtbanken wordt getolereerd en ertoe bijdraagt dat zij hun verantwoordelijkheid niet opnemen. Het zou verstandig zijn om de nadruk te leggen op de grondrechten van de kinderen, en het lijkt incoherent dat de ouder die het recht van bewaring heeft, gerechtskosten moet dragen om de grondrechten van zijn kind te beschermen, meer bepaald in geval van geweld of een precaire situatie;
 - justitie meer financiële middelen geven om haar toegankelijker te maken;
 - bij gebrek aan een rechtbank die intrafamiliaal geweld behandelt, de strafrechtkant en de burgerlijke rechtkant juridisch beter coördineren: hiertoe beveelt de vereniging aan om burgerlijke uitspraken op te schorten in afwachting van een strafrechtelijk onderzoek om een gecoördineerde en coherente aanpak te waarborgen;
 - de middelen voor de tenuitvoerlegging van vonnissen verbeteren:
 - door efficiëntere en snellere mechanismen in te voeren voor de tenuitvoerlegging van vonnissen met betrekking tot alimentatie. De Dienst voor alimentatievorderingen (DAVO) zou met name rechtstreeks kunnen worden belast met de voordeeling en doorstorting van de alimentatie. De dienst moet daarom worden versterkt, naar het voorbeeld van de *caisses d'allocations familiales* (CAF) in Frankrijk. Een bemiddelingsdienst zou het geweld na de scheiding aanzienlijk kunnen verminderen;
 - indien de DAVO niet voldoende wordt versterkt, zou automatisch loon- of inkomensbeslag moeten worden opgelegd;
 - de kapitalisatie van alimentatie mogelijk maken wanneer er bewijs is van intrafamiliaal geweld;
 - zorgen voor een harmonisering van de berekening van het bedrag van de bijdrage om de huidige verschillen tegen te gaan;

- en étendant le délai de prescription pour permettre de réclamer les contributions alimentaires pour l'enfant jusqu'à sa majorité voire même, jusqu'à la fin de ses études;
- en amendant la loi d'hébergement égalitaire afin de tenir compte des violences intrafamiliales et éviter qu'elle ne soit instrumentalisée par les pères violents.

4) Le coût des violences conjugales pour la société et besoin de reconnaissance officielle des traumatismes

Il est crucial de prendre en considération l'impact financier des violences conjugales. Car son coût est évalué selon une étude financée en 2006 par l'Union européenne à 16 milliards d'euros par an et à 439,45 millions d'euros en Belgique (selon une publication de 2013) par le CVFE (Collectif contre les violences familiales et l'exclusion).

Il est par conséquent important d'évaluer et de reconnaître les conséquences traumatiques des violences économiques car cela permettrait de responsabiliser les auteurs et de ne pas faire porter le coût des violences aux victimes et à la société mais bien aux auteurs des violences.

Les collectif «Les Mères Veilleuses» formule par conséquent les recommandations suivantes:

- établir une reconnaissance officielle des conséquences traumatiques des violences intrafamiliales dont les violences économiques, permettant aux victimes d'accéder à des compensations financières appropriées en créant une caisse d'indemnité des victimes, alimentée par des amendes aux auteurs pour les responsabiliser;
- élargir les mesures législatives possibles concernant la prise en charge des auteurs et une obligation de soin pour ceux-ci.

5) Un manque d'études et de recherches sur la problématique des violences économiques

Développer davantage d'études et de recherches sur ces questions permettrait d'objectiver les récits, de mettre en exergue le caractère systémique des violences et d'évaluer les coûts des violences conjugales et intrafamiliales afin de responsabiliser les auteurs.

- de verjaringstermijn verlengen, zodat alimentatie kan worden gevorderd totdat het kind meerderjarig is, of zelfs totdat het zijn studies heeft voltooid;
- de wet op gelijkmataig verdeelde huisvesting wijzigen om rekening te kunnen houden met intrafamiliaal geweld en te voorkomen dat deze wet door gewelddadige vaders wordt misbruikt.

4) De kosten van partnergeweld voor de samenleving en de nood aan officiële erkenning van trauma's

Het is cruciaal om rekening te houden met de financiële impact van partnergeweld. Volgens een studie uit 2006, gefinancierd door de Europese Unie, worden de kosten geraamde op 16 miljard euro per jaar en door het *Collectif contre les violences familiales et l'exclusion* (CVFE) op 439,45 miljoen euro in België (volgens een publicatie uit 2013).

Het is dus belangrijk om de traumatische gevolgen van economisch geweld te evalueren en te erkennen, omdat de daders dan geresponsabiliseerd kunnen worden en de kosten van het geweld niet worden afgewenteld op de slachtoffers en de samenleving, maar gedragen worden door de daders.

Het collectief *Les Mères Veilleuses* formuleert bijgevolg de volgende aanbevelingen:

- zorgen voor een officiële erkenning van de traumatische gevolgen van intrafamiliaal geweld, waaronder economisch geweld, waarbij slachtoffers toegang krijgen tot passende financiële compensatie via een fonds voor schadeloosstelling van slachtoffers dat gefinancierd wordt door boetes, opgelegd aan de daders om die te responsabiliseren;
- meer wettelijke maatregelen uitwerken voor de behandeling van daders en voorzien in verplichte zorg voor hen.

5) Onvoldoende studies en onderzoek naar de problematiek van economisch geweld

Door meer studies en onderzoek over deze kwesties te voeren, zouden de verhalen geobjectiveerd kunnen worden, kan het systemische karakter van het geweld worden benadrukt en kunnen de kosten van partner- en intrafamiliaal geweld worden geëvalueerd om de daders te responsabiliseren.

Pour ce faire, le collectif «Les Mères Veilleuses» réclame davantage de soutien financier à la recherche comme cela est également préconisé dans l'article 11 de la Convention d'Istanbul.

Pour conclure, Mme Karali souhaite partager son histoire qui permettra d'illustrer à toutes fins utiles le propos précédent. Comme mentionné au début de son intervention, elle est une survivante de violences conjugales et intrafamiliales. Durant son enfance, sa mère n'a jamais reçu de contribution alimentaire de la part du géniteur de ses enfants. Il est parvenu à manipuler la justice en faisant croire qu'il allait verser les allocations familiales qu'il recevait du Luxembourg, nécessitant l'accord de son ex-épouse. Bien qu'il ait perçu ces allocations, il ne les a jamais reversées au bénéfice de ses enfants. Au contraire, des huissiers ont un jour réclamé à la mère de Mme Karali le paiement de dettes contractées par son ex-époux, la sommant de procéder au remboursement sous peine de saisie de la maison.

Neuf ans plus tard, Mme Karali rencontre le futur père de son enfant qui, lui aussi, sera auteur de violences physiques, psychologiques et économiques. Il faudra sept ans à Mme Karali pour le quitter. Les violences ont toutefois persisté après la séparation. Depuis six ans, il n'a entrepris aucune démarche pour voir son enfant. Cependant, il a assigné Mme Karali en justice lorsque elle a demandé la capitalisation suite à la saisie de son appartement en vue du remboursement des contributions alimentaires non payées depuis plus de six ans. Pendant leur vie en couple, elle travaillait et payait l'ensemble des factures, mais c'est lui qui était propriétaire de l'appartement dans lequel la famille vivait depuis deux ans environ. Mme Karali est partie avec les pots de yaourt vides. Pendant plus de cinq ans, il n'a versé aucun euro pour leur enfant, c'est pourquoi elle avait demandé une saisie. Après la vente publique de son appartement, elle a demandé à ce que l'argent de la vente soit bloqué le temps d'introduire la demande de capitalisation. La justice a refusé, arguant que la loi ne prévoit pas de capitalisation en cas de désaccord. L'intervenante a donc été assignée devant le juge des saisies, puis en appel, et a dû débourser environ 3 400 euros pour avoir demandé des droits pour son enfant. Elle a été contrainte d'accepter la procédure via la chambre de réconciliation à l'amiable avec son ex-compagnon pour limiter les dégâts. Durant cette procédure en justice, son ex-mari a intimidé et provoqué Mme Karali devant les personnes qui l'accompagnaient. Il a également déclaré au juge qu'il souhaitait remercier le nouveau compagnon de l'oratrice de s'occuper de leur enfant.

Daarom vraagt het collectief *Les Mères Veilleuses* meer financiële steun voor onderzoek, zoals ook wordt bepleit in artikel 11 van het Verdrag van Istanbul.

Tot slot wil mevrouw Karali graag haar verhaal delen, om te illustreren wat ze net heeft gezegd. Zoals ze in het begin van haar uiteenzetting zei, is ze een overlever van partner- en intrafamiliaal geweld. Toen spreekster een kind was, kreeg haar moeder nooit alimentatie van haar vader. Hij slaagde erin de rechtbanken zo te manipuleren dat ze dachten dat hij de kinderbijslag die hij uit Luxemburg ontving, zou storten, waarvoor hij de toestemming van zijn ex-vrouw nodig had. Hoewel hij die kinderbijslag ontving, heeft hij ze nooit doorgestort aan zijn kinderen. Integendeel, op een dag kwamen deurwaarders bij de moeder van mevrouw Karali eisen dat ze openstaande schulden van haar ex-man moest terugbetalen op straffe van inbeslagname van het huis.

Negen jaar later ontmoette mevrouw Karali de toekomstige vader van haar kind, die ook de dader van fysiek, psychologisch en economisch geweld zou worden. Mevrouw Karali had zeven jaar nodig om hem te verlaten. Maar ook na de scheiding ging het geweld door. Zes jaar lang heeft hij geen enkele stap ondernomen om zijn kind te zien. Toch daagde hij mevrouw Karali voor de rechter omdat zij vroeg om de onbetaalde alimentatie van meer dan zes jaar uit te keren door middel van de kapitalisatie ervan en deze te bekostigen met de opbrengst van de verkoop van zijn appartement na de inbeslagname ervan. Toen zij een koppel waren, werkte zij en betaalde alle rekeningen, maar hij was eigenaar van het appartement waarin het gezin ongeveer twee jaar woonde. Mevrouw Karali vertrok met lege handen. Meer dan vijf jaar lang had hij geen enkele euro betaald voor hun kind en daarom had ze een inbeslagname geëist. Na de openbare verkoop van zijn appartement vroeg ze om het geld van de verkoop te blokkeren zodat ze het verzoek tot kapitalisatie kon indienen. De rechtbank weigerde omdat de wet niet voorziet in kapitalisatie in geval van onenigheid. Spreekster werd daarom gedagvaard voor de beslagrechter, waarna beroep volgde, en ze ongeveer 3 400 euro moest betalen omdat ze rechten voor haar kind had aangevraagd. Ze zag zich genoodzaakt de procedure te aanvaarden via de kamer van minnelijke schikking met haar ex-partner om de schade te beperken. Tijdens de rechtszaak intimideerde en proorceerde haar ex-man mevrouw Karali in het bijzijn van personen die haar begeleidden. Hij verklaarde ook tegen de rechter dat hij de nieuwe partner van spreekster wilde bedanken voor de zorg voor hun kind.

Depuis la décision de justice, il ne paie que sporadiquement ou partiellement la contribution alimentaire et refuse de payer les frais extraordinaires. Lors du dernier plaidoyer de l'avocate de Mme Karali, celle-ci a interpellé la juge pour lui demander si la demande aurait pu être reconsidérée avec une loi cadre prenant en compte les violences économiques, et sa réponse a été affirmative. Cela démontre qu'il est primordial d'intégrer le contrôle coercitif et toutes ses dimensions dans le Code pénal. Il serait en effet judicieux d'expliciter les différentes stratégies de l'auteur et ce, en y incluant entre autres, les violences économiques et psychologiques afin de permettre une justice réparatrice et équitable.

B. Échange de vues

Mme Masai remercie l'oratrice pour son excellente intervention ponctuée par son expérience personnelle. La dimension collective évoquée durant l'exposé a particulièrement intéressé la membre. Elle estime cette dimension nécessaire pour le soutien aux victimes qui vivent ces problématiques. Les recommandations formulées par le collectif «Les Mères Veilleuses» abordent la reconnaissance officielle des traumatismes. Elle espère qu'avec une meilleure information, les différentes formes de violences économiques et leurs mécanismes seront connus du plus grand nombre. Toutefois, la membre souhaiterait connaître la manière dont cette reconnaissance officielle pourrait être établie et par quel(s) acteur(s). Comment le statut de victime de violences économiques pourrait se mettre en place?

Mme Karali estime qu'avoir une expertise judiciaire sur les dynamiques relationnelles constituerait une première étape nécessaire. Des études démontrent le coût social et les conséquences que les violences économiques engendrent sur les victimes (notamment l'arrêt d'un emploi ou un arrêt maladie de longue durée, etc.). Il est possible d'estimer la compensation que l'auteur des violences devrait assumer au regard des préjudices financiers qu'il a fait encourir aux victimes. Aux yeux du collectif «Les Mères Veilleuses», la prison n'est pas une solution. La responsabilisation de l'auteur et le respect de l'obligation de soins des enfants importent.

Une estimation des coûts liés aux conséquences des violences conjugales et financières doit être rendue possible au même titre qu'une évaluation des conséquences financières en lien avec ce qui s'est déroulé avant la séparation. Mme Karali qualifie d'escroquerie les violences économiques dans un couple induites par des années de manipulation et d'emprise. Concernant son

Sinds de beslissing van de rechtbank betaalt hij de alimentatie slechts sporadisch of gedeeltelijk en weigert hij extra kosten te betalen. Tijdens het laatste pleidooi van de advocaat van mevrouw Karali vroeg ze de rechter of het verzoekschrift opnieuw in overweging had kunnen worden genomen met een kaderwet die rekening houdt met economisch geweld, en het antwoord was bevestigend. Dit toont aan dat het van vitaal belang is om dwangmatige controle in al haar dimensies op te nemen in het Strafwetboek. Het zou verstandig zijn om de verschillende strategieën van de dader, waaronder economisch en psychologisch geweld, uitdrukkelijk te vermelden, om te komen tot herstelrecht en eerlijke rechtsbedeling.

B. Gedachtewisseling

Mevrouw Masai bedankt spreekster voor haar uitstekende uiteenzetting, die kracht is bijgezet door haar persoonlijke ervaring. De collectieve dimensie die tijdens de uiteenzetting werd vermeld, wekte bijzondere belangstelling op bij spreekster. Zij denkt dat die dimensie noodzakelijk is voor de ondersteuning van slachtoffers die met deze problemen te maken hebben. De aanbevelingen van het collectief *Les Mères Veilleuses* gaan over de officiële erkenning van trauma's. Zij hoopt dat met betere informatie de verschillende vormen van economisch geweld en hun mechanismen bij een ruim publiek bekend zullen worden. Het lid zou echter graag willen weten hoe die officiële erkenning tot stand zou kunnen komen en door welke actor(en). Hoe kan de status van slachtoffer van economisch geweld worden vastgesteld?

Mevrouw Karali is van mening dat een gerechtelijke expertise over de dynamiek van relaties een noodzakelijke eerste stap zou zijn. Studies tonen de sociale kosten aan en de gevolgen van economisch geweld voor de slachtoffers (zoals baanverlies of langdurig ziekteverlof, enz.). Het is mogelijk om de compensatie te ramen die de geweldpleger zou moeten betalen voor de financiële schade die hij de slachtoffers heeft berokkend. Volgens *Les Mères Veilleuses* is een gevangenisstraf geen oplossing. Wat belangrijk is, is de responsibilisering van de dader en de naleving van de zorgplicht ten aanzien van de kinderen.

De raming van de kosten van de gevolgen van partner- en financieel geweld moet mogelijk worden gemaakt, net zoals een evaluatie van de financiële gevolgen van wat er voor de scheiding gebeurde. Mevrouw Karali beschouwt het economische geweld in een relatie als gevolg van jarenlange manipulatie en controle, als oplichting. In haar geval duurde het vijf jaar voor ze weer financiële

cas personnel, il aura fallu cinq années avant de retrouver une stabilité financière après la séparation. En Espagne, les femmes victimes de violences reçoivent une prise en charge financière pendant plusieurs mois. Cela leur permet de trouver de l'aide et des ressources durant une période particulièrement complexe. Malgré l'existence de multiples associations d'aide aux femmes victimes de violences en Belgique, de nombreuses mères, comme ce fut le cas de Mme Karali, ne trouvent pas de place pour être accueillies avec leurs enfants.

Davantage de moyens devraient être alloués en vue d'offrir des solutions structurelles aux mères victimes de violences afin d'éviter le règne de la débrouille. C'est pourquoi le collectif «Les Mères Veilleuses» réclame au travers de son plaidoyer des changements afin de mettre en œuvre des solutions structurelles et collectives. Des avancées sont à noter ces dernières années notamment avec la considération du non-paiement des contributions alimentaires. Le Plan d'action national 2021-2025 prévoit également de nombreuses mesures. Toutefois, une réévaluation de la loi d'hébergement égalitaire demeure nécessaire. Il serait également essentiel de protéger les victimes, d'évaluer les traumas, de prévoir une caisse de solidarité et d'indemnisation pour les victimes, de responsabiliser les auteurs et d'assurer une obligation de soins.

Mme Gahouchi explique que le témoignage de Mme Karali l'a confortée dans la nécessité de déposer la proposition. Ce texte a été soumis après sa participation à un colloque sur les violences financières, constatant que le sujet n'avait pas encore été abordé au Sénat. L'objectif est également d'approfondir davantage la réflexion et de mener un travail de fond.

La problématique réside dans le fait que ce sont souvent les femmes qui sont victimes de violences financières suite à des violences intra-familiales. Mme Gahouchi explique qu'au cours de son mandat d'échevine de l'enseignement à la ville de Charleroi, elle observait régulièrement la présence d'une enseignante accompagnée de ses deux enfants au Resto du Cœur local. Ce fait la préoccupait, car à sa connaissance, c'était une personne qui travaillait et disposait d'un salaire. L'interrogeant à ce propos, elle a expliqué que son mari était violent, qu'il avait quitté le foyer, laissant à son épouse la maison, les deux voitures à payer et ainsi de suite. Cet exemple illustre le cercle vicieux auquel une femme peut être confrontée lorsqu'elle cherche à maintenir une stabilité, notamment pour les enfants qu'elle tente de protéger, en voulant sécuriser le foyer et un niveau de vie acceptable. Selon l'oratrice, cela

stabiliteit had na de scheiding. In Spanje krijgen vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld gedurende enkele maanden financiële steun. Dit stelt hen in staat om hulp en middelen te vinden tijdens een bijzonder complexe periode. Hoewel er talrijke verenigingen zijn in België die vrouwen helpen die slachtoffer zijn van geweld, zijn er heel wat moeders, zoals mevrouw Karali, die geen plaats vinden waar ze met hun kinderen terecht kunnen.

Er moeten meer middelen worden vrijgemaakt voor structurele oplossingen voor moeders die het slachtoffer zijn van geweld, om te voorkomen dat ze aan hun lot worden overgelaten. Daarom ijvert het collectief *Les Mères Veilleuses* voor veranderingen om tot structurele en collectieve oplossingen te komen. Er is de afgelopen jaren enige vooruitgang geboekt, meer bepaald in de aanpak van de niet-betaling van alimentatie. Het Nationaal Actieplan 2021-2025 voorziet ook in heel wat maatregelen. Een herziening van de wet op gelijkmatig verdeelde huisvesting blijft noodzakelijk. Het zou ook essentieel zijn om slachtoffers te beschermen, trauma's te evalueren, een solidariteits- en compensatiefonds voor slachtoffers op te zetten, daders aansprakelijk te stellen en ervoor te zorgen dat ze verplichte zorg krijgen.

Mevrouw Gahouchi legt uit dat de getuigenis van mevrouw Karali haar heeft gesteekt in de overtuiging dat het noodzakelijk is dit voorstel in te dienen. De tekst werd ingediend nadat zij had deelgenomen aan een colloquium over financieel geweld en vastgesteld dat dit onderwerp nog niet aan bod was gekomen in de Senaat. Het is ook de bedoeling dieper en grondiger in te gaan op het onderwerp.

Het probleem is dat het vaak vrouwen zijn die het slachtoffer zijn van financieel geweld na intrafamiliaal geweld. Mevrouw Gahouchi legt uit dat ze tijdens haar ambtstermijn als schepen van onderwijs van de stad Charleroi regelmatig een lerares met haar twee kinderen zag in het plaatselijke *Resto du Cœur*. Ze was bezorgd omdat, voor zover ze wist, deze dame een job en een inkomen had. Toen ze ernaar vroeg, legde de lerares uit dat haar man gewelddadig was, dat hij vertrokken was en zijn vrouw achterliet met het huis, de twee auto's om te betalen, enz. Dit voorbeeld illustreert de viciële cirkel waarin een vrouw terecht kan komen als ze stabiliteit probeert te bewaren, vooral voor de kinderen die ze wil beschermen, door te trachten het huis en een aanvaardbare levensstandaard veilig te stellen. Volgens haar toont dit aan dat er onvoldoende rekening wordt gehouden met economisch geweld. Daarom hebben

démontre que la violence économique n'est pas correctement prise en compte. C'est pourquoi Mme Gahouchi et les cosignataires de la proposition ont déposé celle-ci avant la fin de la législature. Ce n'est qu'un début: les auditions permettront déjà de modifier et d'améliorer le texte initial.

Mme Gahouchi est convaincue que toutes les femmes n'ont pas accès à toutes les sources d'information utiles et se retrouvent démunies face à leur situation. Souvent, leur seul point de repère est le recours au centre public d'action sociale (CPAS). Grâce à des associations telles que «Les Mères Veilleuses», par exemple, elles pourraient disposer d'un point de référence et d'une aide complémentaire qui mettent tous les outils existants à leur disposition pour éviter que leur statut économique ne se précarise par rapport à leur situation de couple.

Mme Gahouchi souhaiterait savoir comment détecter des situations de violences financières: qui, ou quelle instance, peut constater ces situations et comment? L'exemple donné par Mme Gahouchi concernant l'enseignante confrontée à des charges financières supplémentaires suite à une séparation illustre des cas de violences financières qui s'ajoutent aux peines et aux violences émotionnelles résultant de la séparation. Comment peut-on détecter, dans ce cas par exemple, que la personne en question se trouve dans une situation de violence financière? Les services sociaux peuvent-ils jouer un rôle à cet égard? Il ne faut pas sous-estimer le fait que certaines personnes, vivant par exemple en dehors des grandes villes offrant un réseau d'aide, peuvent se retrouver totalement désemparées simplement en raison de la distance physique, sans même parler des femmes vivant en zone rurale et confrontées à d'autres difficultés complémentaires.

Mme Karali explique que toutes les mères semblent «spécialisées» dans l'utilisation des tableurs Excel. Cela souligne le fait qu'elles consacrent énormément de temps à devoir justifier toutes les dépenses pour ensuite les voir contestées par leur ex-compagnon. Cela donne l'impression de devoir tenir constamment une comptabilité. L'intervenante est convaincue que les meilleures personnes aptes à évaluer les dommages financiers engendrés, sont les victimes elles-mêmes. Lorsqu'elles se présentent devant le juge, elles souhaitent fournir toutes les preuves et ne pas ensuite entendre qu'il n'existe pas de cadre légal reconnaissant les violences économiques. Il serait donc nécessaire de réunir autour de la table des organismes, tels que les services sociaux,

mevrouw Gahouchi en de medeondertekenaars van het voorstel het nog voor het einde van deze zittingsperiode ingediend. Dit is maar een begin: na de hoorzittingen kan de oorspronkelijke tekst worden aangepast en verbeterd.

Mevrouw Gahouchi is ervan overtuigd dat niet alle vrouwen toegang hebben tot alle nuttige informatiebronnen en zich geen raad weten met hun situatie. Vaak is het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn (OCMW) hun enige houvast. Dankzij verenigingen zoals bijvoorbeeld *Les Mères Veilleuses* zouden ze een aanspreekpunt en extra hulp kunnen krijgen, waarbij alle bestaande instrumenten ter beschikking worden gesteld om te voorkomen dat hun economische situatie precair wordt als gevolg van de situatie in hun relatie.

Mevrouw Gahouchi wil graag weten hoe situaties van financieel geweld kunnen worden opgespoord: wie of welke instantie kan dergelijke situaties vaststellen en hoe? Het voorbeeld dat mevrouw Gahouchi heeft aangehaald van de lerares die geconfronteerd werd met bijkomende financiële zorgen ten gevolge van een scheiding, illustreert gevallen van financieel geweld bovenop de pijn en het emotionele geweld ten gevolge van de scheiding. Hoe kunnen we bijvoorbeeld in dit geval vaststellen dat de persoon in kwestie zich in een situatie van financieel geweld bevindt, vraagt zij zich af. Kunnen de sociale diensten hierbij een rol spelen? We mogen niet onderschatten dat sommige mensen, bijvoorbeeld degenen die buiten de grote steden wonen waar een bijstandsnetwerk aanwezig is, volkomen ontredderd kunnen zijn alleen al door de fysieke afstand, om nog maar te zwijgen van vrouwen die op het platteland wonen en met andere, bijkomende problemen te kampen hebben.

Mevrouw Karali legt uit dat alle moeders «gespecialiseerd» lijken te zijn in het gebruik van Excel-spreadsheets. Dit geeft aan dat ze enorm veel tijd spenderen aan het verantwoorden van alle uitgaven, die vervolgens worden aangevochten door hun ex-partner. Dit wekt de indruk dat ze voortdurend een boekhouding moeten bijhouden. Spreekster is ervan overtuigd dat de slachtoffers zelf het beste de financiële schade kunnen inschatten. Als ze voor de rechter komen, willen ze bewijzen aandragen, alleen om te horen te krijgen dat er geen wettelijk kader is dat economisch geweld erkent. Het zou daarom goed zijn om instanties rond de tafel te krijgen zoals de sociale diensten, die gewend zijn om met deze zaken om te gaan via schuldbemiddeling of

qui ont l'habitude de traiter ces questions par le biais de la médiation des dettes ou d'autres mécanismes similaires; il s'agit donc de personnes capables de proposer des outils susceptibles d'aider à évaluer la situation.

Un problème prégnant actuellement est le fait que l'on ne prend en compte que les violences «post-séparation». Le tribunal de la famille demande d'oublier ce qui s'est passé avant. Cependant, cette situation «avant» montre que les violences économiques constituent précisément un moyen ou un instrument de violence et une conséquence. Il est donc important, selon Mme Karali, qu'une définition englobe l'idée du contrôle coercitif et la manière dont l'auteur réagit, afin de pouvoir déduire la présence d'emprise, de manipulation, d'escroquerie, etc. Il convient donc de pouvoir prouver avec des éléments très concrets – par exemple, sur la base des extraits de compte – tout ce qui a été payé pendant la période où la victime était encore en couple mais n'aurait pas dû payer, afin d'en déduire l'escroquerie. Selon Mme Karali, il est important de comprendre que les violences ne s'arrêtent pas après la séparation, surtout lorsqu'il y a des enfants impliqués.

L'oratrice souligne qu'il y a beaucoup de bonne volonté parmi les groupes cibles pour contribuer à trouver des systèmes ou des moyens permettant d'effectuer les calculs nécessaires, sans chercher à donner l'impression d'être vénale. L'objectif est surtout de mettre en avant l'expertise acquise au fil des années et de rétablir réellement la justice, car Mme Karali a le sentiment de n'avoir jamais été «réparée» par la justice, ni dans son enfance, ni à l'âge adulte. Le premier pas consiste donc à reconnaître les violences, puis à les préciser, et bien entendu à souligner la nécessité d'approfondir l'analyse pour pouvoir remonter en arrière en raison d'une continuité, un «*continuum des violences*», et mettre l'accent sur cet aspect.

Selon Mme Karali, il est aussi impératif d'impliquer effectivement tous les partenaires pour assurer un accès à l'information. Personnellement, elle a eu des échanges réguliers, par exemple, avec le personnel du CPAS et aussi avec les services de police lors de déclarations du non-paiement des contributions alimentaires. Lors de ces échanges, elle en a profité pour sensibiliser la police, par exemple, sur l'existence du SECAL – les services de police ne sont pas nécessairement bien informés à ce sujet – dans le but d'instaurer une dynamique de «relais» assurant des échanges efficaces et rassurants lorsque d'autres mères les sollicitent. Il est certainement possible de mener ce travail ensemble; il est en effet essentiel d'impliquer tous les professionnels qui sont en contact

vergelijkbare mechanismen; dit zijn de mensen die hulp-middelen kunnen aanreiken om de situatie in te schatten.

Een schijnend probleem is dat er op dit moment alleen rekening wordt gehouden met geweld «na de scheiding». De familierechbank vraagt dat we vergeten wat er voordien gebeurde. De situatie «vooraf» toont echter aan dat economisch geweld precies een middel of instrument van geweld en een gevolg ervan is. Het is volgens mevrouw Karali dan ook belangrijk dat een definitie het idee van dwangmatige controle en de reacties van de dader omvat, teneinde de aanwezigheid van controle, manipulatie, oplichting, enz., te kunnen vaststellen. Daarom moet men met heel concrete elementen – bijvoorbeeld aan de hand van bankafschriften – kunnen bewijzen wat het slachtoffer allemaal betaald heeft in de periode dat zij nog in de relatie zat, maar niet had mogen betalen, om zo bedrog te kunnen vaststellen. Volgens mevrouw Karali is het van belang om te begrijpen dat geweld niet stopt na een scheiding, vooral niet als er kinderen bij betrokken zijn.

Spreekster benadrukt dat er veel goede wil is bij de doelgroepen om te helpen bij de zoektocht naar systemen of manieren om de nodige berekeningen te maken, zonder de indruk te willen wekken dat het om winstbejag gaat. Het is vooral de bedoeling om met de expertise die in de loop der jaren is opgebouwd te zorgen voor effectieve gerechtigheid, want mevrouw Karali heeft het gevoel dat ze nooit is gecompenseerd door het rechtssysteem, noch als kind, noch als volwassene. De eerste stap is dus om het geweld te erkennen, vervolgens dat geweld te specificeren en uiteraard de noodzaak te beklemtonen van een meer diepgaande analyse om terug te kunnen gaan in de tijd vanwege een continuïteit, een «continuüm van geweld», en de nadruk te leggen op dit aspect.

Volgens mevrouw Karali is het ook essentieel om effectief alle partners in te schakelen om de toegang tot informatie te garanderen. Zelf heeft ze bijvoorbeeld regelmatig contact gehad met het personeel van het OCMW en ook met de politie wanneer er sprake was van niet-betaling van alimentatie. Tijdens deze contacten nam ze de gelegenheid te baat om de politie bijvoorbeeld te wijzen op het bestaan van de DAVO – de politiediensten zijn niet noodzakelijk goed geïnformeerd over dit onderwerp – met de bedoeling een «doorgeefluik» te creëren, teneinde doeltreffende en geruststellende uitwisselingen te garanderen wanneer andere moeders contact met hen opnemen. Het is zeker mogelijk om dit werk samen te doen; het is immers absoluut noodzakelijk

avec les femmes ou victimes de violence, c'est-à-dire l'ensemble du domaine psychosocial et juridique.

Les questions de Mme Durenne visent à compléter celles posées par les autres membres. Les violences économiques sont difficilement détectables si les victimes n'en parlent pas de leur propre initiative. Il est impératif d'informer les forces de l'ordre ou la justice comme indiqué par l'oratrice précédemment. Toutefois, la membre estime que d'autres professionnels tels que les pharmaciens ou les médecins traitants devraient aussi constituer des publics cibles. Via son expérience de pharmacienne en zone rurale, elle a pu constater à de nombreuses reprises que la population a tendance à se confier aux professionnels de la santé de proximité et de confiance. Mme Durenne voudrait connaître l'avis de Mme Karali concernant la possibilité d'étendre la sensibilisation aux professionnels de la santé. Elle pense également aux conseillers bancaires ou aux notaires qui, bien que moins en contact qu'auparavant avec la clientèle, sont sans doute plus conscients des situations financières des familles. Enfin, la membre s'interroge sur l'existence ou non d'hommes victimes de violences économiques et si certains ont déjà poussé la porte du collectif «Les Mères Veilleuses».

Mme Karali déclare que l'association a déjà collaboré avec les mutualités. En Wallonie, un réseau mutualiste a consacré un projet à la monoparentalité en proposant des activités comparables à celle du collectif (plaidoyer, recherche d'aides, rencontres, etc.) et dont le public majoritaire était des femmes. Concernant le milieu rural, l'oratrice précise que l'accompagnement par les paires est particulièrement essentiel et formateur. Il est également nécessaire de financer le secteur associatif d'aides aux femmes victimes de violences afin de sensibiliser et informer dans des zones plus isolées et rurales. L'outil d'auto-défense juridique, «Epsy», développé par le collectif avec l'aide de subsides de la Région de Bruxelles-Capitale (via *equal.brussels*) mériterait de passer les frontières régionales. Des capsules vidéo, traduites en français et néerlandais, ont aussi été produites.

Concernant la sensibilisation des professionnels, Mme Karali indique que la sensibilisation des pharmaciens aux violences à l'égard des femmes a déjà eu lieu et leur utilité a été démontrée notamment en période de crise de la Covid-19. Elle considère par ailleurs qu'une formation à caractère juridique et patrimonial devrait être dispensée aux couples désirant se marier. Cette action de *gendermainstreaming* pourrait permettre de protéger les femmes et les conscientiser à propos des

om alle professionals die in contact komen met vrouwen of slachtoffers van geweld, dat wil zeggen het hele psychosociale en juridische werkveld, hierbij te betrekken.

De vragen van mevrouw Durenne zijn bedoeld als aanvulling op de vragen van de andere leden. Economisch geweld is moeilijk op te sporen als de slachtoffers er zelf niet over praten. Het is van het grootste belang om de politie of het gerecht in te lichten, zoals spreker eerder al zei. Ze is echter van mening dat andere professionals, zoals apothekers en huisartsen, ook als doelgroep moeten worden aangemerkt. In haar ervaring als apotheker op het platteland heeft zij vaak gezien dat mensen geneigd zijn vertrouwde lokale gezondheidswerkers in vertrouwen te nemen. Mevrouw Durenne zou graag de mening van mevrouw Karali horen over de mogelijkheid om de bewustmaking uit te breiden tot gezondheidswerkers. Ze denkt ook aan bankadviseurs of notarissen die, hoewel ze minder contact hebben met klanten dan vroeger, ongetwijfeld beter op de hoogte zijn van de financiële situatie van de gezinnen. Tot slot vraagt ze zich af of ook mannen slachtoffer zijn van economisch geweld en of er al mannen bij het collectief *Les Mères Veilleuses* hebben aangeklopt.

Mevrouw Karali zegt dat de vereniging al heeft samengewerkt met ziekenfondsen. In Wallonië heeft een ziekenfondsnetwerk een project gewijd aan alleenstaande ouders, met activiteiten die vergelijkbaar zijn met die van het collectief (belangenbehartiging, hulp zoeken, samenkomsten, enz.). Wat het platteland betreft, wijst ze erop dat «*peer support*» bijzonder belangrijk en leerrijk is. Het is ook nodig om de verenigingen die hulp bieden aan vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld, te financieren om voorlichting en bewustmaking in meer afgelegen gebieden en op het platteland te bevorderen. Het instrument voor juridische zelfverdediging «Epsy», ontwikkeld door het collectief met subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (via *equal.brussels*) zou ook over de gewestsgrenzen heen moeten worden verspreid. Er werden ook videofilmpjes gemaakt, vertaald in het Frans en het Nederlands.

Wat de bewustmaking van professionals betreft, merkt mevrouw Karali op dat er al voorlichting is gegeven over geweld tegen vrouwen aan apothekers en dat met name tijdens de Covid-19-crisis het nut daarvan is aangetoond. Ze is ook van mening dat koppels die willen trouwen een opleiding zouden moeten krijgen op het gebied van wetgeving en eigendomsrecht. Deze actie voor *gendermainstreaming* kan vrouwen helpen te beschermen en hen bewust maken van de valkuilen die een leven als

écueils que pourraient entraîner une vie de couple sur leur santé financière. Le collectif souhaiterait d'ailleurs faire appel à un notaire pour poursuivre les ateliers d'auto-défense juridique en les orientant sur les aspects juridiques et notariés et les adresser aux jeunes filles. Mme Karali évoque également le cas des huissiers qui constituent un public cible propice à la sensibilisation et la formation à détecter les situations de violences économiques.

Les seuls hommes présents au sein de l'association sont en réalité les fils des mères victimes de violences financières. Le collectif «Les Mères Veilleuses» privilégie une approche en non mixité, à l'image de la problématique genrée de la monoparentalité. Pour rappel, 80 % des familles monoparentales sont gérées par des mères. Toutefois, le collectif ouvre ses portes aux hommes lors de certains événements comme la présentation du guide ou d'autres événements de sensibilisation. En revanche, le collectif, luttant contre les violences institutionnelles, collabore avec d'autres associations militant contre les violences policières. Pour rappel, la plupart des victimes de violences policières sont de jeunes hommes racisés. Les actions de ces associations rejoignent celles du collectif.

II. AVIS ÉCRITS

A. Avis écrit de Madame Zoé Petry, responsable du service d'assistance policière aux victimes (SAPV) de la zone de police Seraing-Neupré, janvier 2024

Vous trouverez ci-dessous l'ensemble des éléments qu'il me semblait pertinent de vous soumettre sur base de mon expérience de terrain en tant que psychologue et directrice du département du service d'assistance policière aux victimes au sein d'une de police locale. Avant toute chose, je me permets de contextualiser mon travail quotidien. Celui-ci consiste majoritairement à fournir une première assistance essentiellement d'ordre psychologique. Mon service collabore quotidiennement avec les fonctionnaires de police qui sont régulièrement à la source de la demande de la prise en charge. Ainsi, j'ai partagé votre requête avec plusieurs d'entre eux afin qu'ils puissent apporter un éclairage complémentaire.

L'ensemble de la proposition est essentiellement centré sur la victime de genre féminin. Ne serait-il pas envisageable de parler de «victime» tout simplement sans citer le genre pour éviter toute stigmatisation?

Comme mentionné au point 2, les violences économiques ne sont reprises nulle part dans le Code pénal. Régulièrement, les collaborateurs fonctionnaires de

koppel met zich mee kan brengen voor hun financiële gezondheid. Het collectief zou ook een beroep willen doen op een notaris om de *workshops* over juridische zelfverdediging voort te zetten, met de nadruk op de juridische en notariële aspecten en gericht op meisjes. Mevrouw Karali verwijst ook naar deurwaarders, die een doelgroep vormen voor bewustmaking en opleiding in het opsporen van situaties van economisch geweld.

De enige mannen die deel uitmaken van de vereniging zijn de zonen van moeders die het slachtoffer zijn van financieel geweld. Het collectief *Les Mères Veilleuses* is voorstander van een niet-gemengde benadering, naar het voorbeeld van het genderspecifieke probleem van eenouderschap. Ter herinnering: 80 % van de eenoudergezinnen wordt geleid door moeders. Het collectief opent echter wel zijn deuren voor mannen bij bepaalde evenementen, zoals de presentatie van de gids en andere bewustmakingsevenementen. Anderzijds werkt het collectief tegen institutioneel geweld samen met andere verenigingen die zich inzetten tegen politiegeweld. Zoals bekend zijn de meeste slachtoffers van politiegeweld jonge mannen van kleur. De acties van deze verenigingen liggen in de lijn van die van het collectief.

II. SCHRIFTELIJKE ADVIEZEN

A. Schriftelijk advies van Mevrouw Zoé Petry, hoofd van de dienst politionele slachtofferbejegening van de politiezone Seraing-Neupré, januari 2024

Hieronder vindt u alle informatie die mijns inziens belangrijk is, vanuit mijn praktische ervaring als psychologe en hoofd van de dienst politionele slachtofferbejegening in een lokaal politiekorps. Allereerst zou ik mijn dagelijkse werk kort willen toelichten. Het bestaat voornamelijk uit het verlenen van eerste bijstand, die hoofdzakelijk psychologisch van aard is. Mijn dienst werkt dagelijks samen met de politieagenten die vaak aan de basis van de hulpvraag liggen. Ik heb uw vraag dan ook aan een aantal van hen voorgelegd, zodat zij extra inzichten konden verschaffen.

Het gehele voorstel richt zich tot de vrouw als slachtoffer. Zou men niet kunnen overwegen om gewoon naar het «slachtoffer» te verwijzen zonder het geslacht te benoemen om stigmatisering te voorkomen?

Zoals vermeld in punt 2, wordt economisch geweld nergens in het Strafwetboek vermeld. Politiemensen moeten regelmatig strategieën gebruiken om aan te

police doivent user de stratégies pour faire valoir ces violences suivant d'autres natures de faits qui peuvent les regrouper. Au même titre que les violences physiques font l'objet d'un article spécifique dans le Code pénal, les violences économiques devraient pouvoir s'inscrire dans cet ordre d'idées.

Les violences économiques se définissent sous plusieurs formes. Sur le terrain, nous pouvons constater un bon nombre de faits qui sont difficilement qualifiables pour le rédacteur du procès-verbal. Les violences économiques les plus factuelles vont de la dégradation du véhicule de la victime au non-versement de la pension alimentaire. Certaines sont parfois plus insidieuses et sont difficilement matérialisables. Par exemple, le fait que la victime ne puisse avoir aucun droit de regard sur le compte commun parce que l'auteur présumé refuse l'accès à l'application bancaire à son ou sa partenaire ou encore le fait que la victime n'ait aucun droit de retrait par rapport à son propre revenu car l'agresseur a la main mise financièrement sur les comptes de celle-ci en sont deux exemples.

Ainsi, il est fréquent de constater que de nombreuses victimes se retrouvent dans l'impossibilité de quitter le domicile conjugal par manque ou privation de moyens financiers. Le risque de subir d'autres formes de violences est alors accru et place la victime dans une situation de danger constant.

Au point 8, il est stipulé qu'il serait opportun d'envisager un accompagnement par l'employeur afin de sensibiliser les membres du personnel victimes de violences conjugales de manière générale. Il serait également pertinent de sensibiliser tous les organismes de financement (dont les centres publics d'action sociale, les mutuelles, les services du chômage ainsi que le service public fédéral (SPF) Sécurité sociale pour les personnes en situation de handicap) aux différentes formes de violences au travers de formations ainsi qu'à leur détection.

Un dernier point qu'il me paraissait pertinent de soulever est celui des violences économiques qui touchent les personnes étrangères résidant sur le territoire belge sur base du regroupement familial. En effet, ces personnes régularisées durant une période définie sont parfois contraintes de vivre dans un climat où règne la violence économique. Ainsi, ces personnes sont régulièrement obligées de se soumettre aux diverses directives de leurs partenaires afin de conserver leur statut. Elles sont dès lors démunies quant à leurs droits. Outre l'isolement social, l'agresseur présumé fait en sorte que la victime n'ait plus accès aux ressources financières afin qu'elle dépende uniquement de lui.

voeren dat er sprake is van dergelijk geweld bij andere soorten misdrijven die onder die noemer kunnen worden gebracht. Net als lichamelijk geweld wordt behandeld in een specifiek artikel van het Strafwetboek, zou dat ook voor economisch geweld moeten gelden.

Economisch geweld komt in vele vormen voor. Op het terrein kunnen we een groot aantal feiten vaststellen die voor de opsteller van het proces-verbaal moeilijk te omschrijven zijn. De meest feitelijke vormen van economisch geweld gaan van schade aan het voertuig van het slachtoffer tot het niet betalen van onderhoudsgeld. Sommige zijn sluipender en moeilijker te identificeren. Het feit dat het slachtoffer geen recht heeft op inzage in de gezamenlijke bankrekening omdat de vermeende dader zijn of haar partner de toegang tot de bankapplicatie weigert, of het feit dat het slachtoffer geen recht heeft om geld van zijn of haar eigen inkomen op te nemen omdat de dader financiële controle heeft over zijn of haar rekeningen zijn hiervan twee voorbeelden.

Het is vaak zo dat heel wat slachtoffers de gezinswoning niet kunnen verlaten bij gebrek aan financiële middelen of omdat hun deze middelen worden ontzegd. Dit verhoogt het risico op andere vormen van geweld en plaatst het slachtoffer in een situatie van voortdurend gevaar.

In punt 8 wordt vermeld dat men zou moeten nagaan of de werkgever steun kan verlenen om de bewustwording van personeelsleden die het slachtoffer zijn van partnersgeweld in het algemeen te vergroten. Het zou ook goed zijn om alle financieringsorganen (waaronder de OCMW's, de ziekenfondsen, de werkloosheidsdiensten en de federale overheidsdienst (FOD) Sociale Zekerheid voor personen met een handicap) bewust te maken van de verschillende vormen van geweld via opleidingen en van de manieren waarop ze kunnen worden opgespoord.

Een laatste punt dat ik naar voren zou willen brengen, is het economisch geweld waarmee vreemdelingen te maken krijgen die in België verblijven op basis van gezinsherening. Deze mensen, die voor een bepaalde periode geregulariseerd zijn, worden soms gedwongen om in een klimaat van economisch geweld te leven. Ze worden geregeerd gedwongen om zich te onderwerpen aan de verschillende bevelen van hun partner om hun statuut te behouden. Daardoor kunnen ze hun rechten niet laten gelden. Naast sociaal isolement zorgt de vermeende geweldpleger ervoor dat het slachtoffer geen toegang meer heeft tot financiële middelen, zodat het enkel van hem afhankelijk is.

B. Avis écrit du Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE), janvier 2024



JANVIER 2024

**AVIS DU CVFE SUR LA
PROPOSITION DE RÉSOLUTION
DU SÉNAT BELGE VISANT A
RENFORCER LA LUTTE CONTRE
LES VIOLENCES
ECONOMIQUES DANS LE
COUPLE**

Préambule

Le Collectif contre les violences et l'exclusion a été créé en 1978 à l'initiative de femmes indignées par le fléau des violences conjugales dans la société. Depuis plus de 45 ans, il accompagne les victimes de violences conjugales et intrafamiliales (VCI). Il est agréé en tant que maison d'accueil spécialisée dans l'accueil de victimes de violences conjugales et en tant que service d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre. Il est également agréé en tant que milieu d'accueil pour enfants de 0 à 3 ans à besoins spécifiques, en tant que centre d'insertion professionnelle et en tant qu'association d'éducation permanente. Son expertise sur les questions de violences et d'exclusion est large et reconnue. Il contribue à former les professionnels et professionnelles au sein du Pôle de ressources en violences conjugales et intrafamiliales.

Le CVFE a été sollicité par le Sénat pour remettre un avis sur un projet de résolution visant à renforcer la lutte contre les violences économiques dans le couple.

Ce projet de résolution constitue une démarche positive à ses yeux mais le CVFE insiste sur la nécessité d'un dispositif législatif complet et disposant de moyens réels en matière de lutte contre les violences. Ce dispositif doit définir tous les types de violences intimes et les reconnaître comme des infractions pénales car celles-ci ont des impacts graves sur les victimes pouvant aller jusqu'à atteindre à leur vie. Le cadre légal actuel, toujours empreint de dispositions inégalitaires impactant les femmes, renforce l'emprise des auteurs de violences conjugales sur leurs victimes.

En l'état, la proposition de résolution est imprécise en matière de pistes de mise en pratique de ses bonnes intentions. Que faire d'une résolution qui ne sera pas appliquée, à l'heure où les violences physiques sont à peine condamnées et les violences psychologiques presqu'ignorées ? Le CVFE encourage le législateur à plus d'ambition et à concrétiser le texte. Il est utile de penser prévention, condamnation, réparation et moyens de protection par des tiers.

Dans le contexte des violences conjugales, les violences peuvent apparaître sous différentes formes, notamment économiques. Comme pour tous les types de violences, ce sont les femmes qui sont les plus impactées¹.

En atteignant directement leur capacité à répondre à des besoins primaires, le dénuement socioéconomique permet en effet de contrôler les victimes en leur enlevant les bases de leur capacité ou perception d'autonomie. Cela les rend ainsi plus vulnérables à d'autres formes de violence, à plus long terme.

Les violences économiques peuvent aller, dans le processus de domination conjugale, du contrôle des dépenses à la confiscation partielle ou totale des revenus et des moyens de paiement, la perte d'emploi, l'endettement, le non maintien ou non accès aux droits, etc.

¹ Voir définition officielle belge de 2006: « Il apparaît que dans la grande majorité, les auteurs de ces violences sont des hommes et les victimes, des femmes. Les violences dans les relations intimes sont la manifestation, dans la sphère privée, des relations de pouvoir inégal entre les femmes et les hommes encore à l'œuvre dans notre société »

Ces violences contribuent à placer les victimes dans une situation de dépendance à l'égard de leur partenaire et à les maintenir dans une situation d'emprise. La séparation et la prise d'autonomie sont effectivement difficiles à envisager sans argent et lorsque l'insécurité induite par l'auteur des violences va jusqu'à la privation de nourriture, de vêtements ou encore de soins de base.

En outre, les violences économiques cessent rarement après la séparation. Elles peuvent notamment se poursuivre avec les non-paiements des contributions alimentaires, des frais partagés pour les enfants; la perception de tous les remboursements faits à la femme tels que les contributions ou la mutuelle; la création de dettes au nom de la femme: contrats énergie ou téléphonie, achats en ligne, emprunt voiture et assurance au nom de la femme même quand elle n'a pas de permis de conduire; le maintien d'un compte commun et l'usurpation des comptes rendue plus facile par les applications bancaires en ligne.

Ces violences sont actuellement permises ou favorisées par le système en place dans notre société. Par conséquent et face aux réalités vécues par les femmes victimes de violences conjugales, il est essentiel de réfléchir aux moyens et aux actions à mettre en place pour protéger des victimes de ces violences.

Dès lors, en vue de lutter contre les violences économiques dans le couple, le CVFE formule les recommandations suivantes:

Au niveau sociétal

Il convient de poursuivre et de renforcer l'ensemble des initiatives visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans la société, à tous les niveaux.

La problématique de l'accès à l'emploi ainsi que de l'équilibre des salaires des hommes et des femmes reste un enjeu majeur. En effet, l'écart salarial entre hommes et femmes démontre que les femmes sont plus à risque de précarisation et de dépendance financière.

Au niveau pénal

Le CVFE insiste sur la nécessité de reconnaitre et de pénaliser tous les types de violences intrafamiliales dont font partie les violences économiques dans le droit belge afin qu'elles soient reconnues comme infractions pénales et permettre d'assurer une meilleure prise en charge et indemnisation des victimes.

Au niveau des droits sociaux

Il est nécessaire d'individualiser les droits sociaux pour lutter contre les violences économiques et permettre aux femmes une plus grande autonomie financière:

- permettre l'accès à un revenu individuel qui ne lie plus les individus entre eux et permet de préserver ses droits en toute circonstance, mais aussi le principe d'autonomie;
- prévoir l'accès à une pension complémentaire pour femmes victimes de VCI qui n'ont pu travailler en raison des violences qu'elles subissaient, à titre de prise de responsabilité de la société dans cette problématique;
- définir des mesures d'urgence spécifiques afin qu'une victime puisse réagir rapidement en cas de dépenses inconsidérées et non consenties;
- donner accès à un revenu d'intégration aux femmes victime de VCI en séjour précaire sur le territoire.

Au niveau des services publics

Il est important d'assurer, dans l'ensemble des services publics, des dispositifs qui renforcent l'autonomie économique des individus et non la dépendance. Le CVFE identifie les mesures prioritaires suivantes en la matière:

- doubler les documents financiers et légaux concernant le couple et y donner l'accès à chaque membre du couple via un site (comme Myminfin ou un site notarial, via connexion itsme, eID ou via les services communaux pour prendre en compte la fracture numérique qui touche les femmes);
- reconnaître davantage les femmes en tant que cheffes de famille lorsqu'il y a des enfants dans le ménage auprès des institutions et organismes de paiement tels que le CPAS ou l'ONEM. Cela leur permet de disposer de moyens propres et donc une réelle indépendance économique pour limiter le phénomène d'emprise;
- accorder une « prime de départ », non remboursable, aux femmes qui quittent leur conjoint violent pour leur permettre de payer un premier loyer et de vivre le temps nécessaire à l'ouverture de leurs droits lorsque celles-ci n'ont pas de revenu propre au moment du départ;
- faciliter l'accès aux aides ponctuelles accordées par le CPAS telles que des premiers mois loyers, une prime d'aménagement, une intervention pour les garanties locatives, etc. Ce type d'aide est essentiel pour permettre aux victimes de quitter le foyer violent et d'acquérir une certaine indépendance;
- lors de l'introduction d'une demande de revenu d'intégration sociale ou son équivalent au CPAS, dispenser les victimes de VCI de l'obligation de demander un secours alimentaire à leur ex-conjoint. Cette obligation inflige en effet une pression supplémentaire aux victimes de VCI et réactive très fréquemment des violences de la part de l'auteur. À noter que les ex-conjoints violents respectent rarement la décision relative au secours alimentaire qui a été prise, pour maintenir leur pouvoir sur la victime;
- concernant les victimes de VCI qui sont co-propriétaires d'un immeuble avec l'auteur des dites violences, accepter leur éligibilité aux logements sociaux avec des points de priorité, si elles n'ont d'autre choix que de quitter le logement conjugal rapidement pour se protéger. Cette dispense doit se baser sur la notion d'incapacité d'occuper le logement sans mettre en péril l'intégrité de la femme. Cela permettrait de faciliter les départs dans des cas de VCI et ainsi d'augmenter les moyens de protection des victimes;
- permettre le maintien d'un revenu complet pendant six mois renouvelable une fois, même en cas de cohabitation temporaire, pour toute femme qui quitte le domicile conjugal, le temps de retrouver un logement autonome et de se sentir en sécurité dans une période où les violences post-séparation s'exercent dans une majorité de cas;
- interdire les sanctions sur les revenus des femmes victimes de VCI au motif de non collaboration ou de recherche d'emploi insuffisante (aussi bien au niveau des mutualités, Forem, Onem, CPAS).
- simplifier les procédures administratives liées à la séparation en cas de VCI qui sont souvent lourdes, lentes, onéreuses et énergivores.

Pour exemple: permettre l'introduction d'une demande d'aide au CPAS par courriel et accélérer le délai de traitement du dossier pour situation d'urgence, simplifier les procédures de divorce, traiter rapidement les demandes de pensions alimentaires et veiller à leur paiement, etc.;

- veiller à ce que la femme victime de VCI bénéficie systématiquement des allocations familiales pour son(ses) enfant(s) sur un compte individuel à son nom;
- solliciter la délégation des sommes liées aux parts contributives dans les décisions judiciaires, en envoyant le jugement à l'employeur ou à l'organisme pourvoyeur des revenus pour perception immédiate;
- établir un mode de calcul commun et officiel permettant de déterminer le montant des pensions alimentaires et des frais partagés pour tous les intervenants (juge, avocat, médiateur, parents). Cela permettrait d'une part d'uniformiser les pratiques et d'autre part de veiller au principe d'équité sans que la victime ne doive entrer en négociation tendue avec l'auteur;
- envisager le paiement des pensions alimentaires et des frais partagés par prélèvement direct sur les revenus du parent qui doit les payer, dès le premier retard. Cela permettrait d'une part la régularité dans la temporalité des paiements et d'autre part d'éviter les impayés et les procédures longues;
- faciliter l'accès au service des créances alimentaires (SECAL) et permettre la récupération des frais partagés non fixes (actuellement, seuls les frais fixes sont pris en compte);
- simplifier l'accès au fond d'indemnisation et prévoir la possibilité d'obtenir des avances;
- permettre aux victimes de VCI d'obtenir plus facilement des colis alimentaires, des aides urgentes des CPAS et une intervention des économats des écoles afin de permettre aux enfants de bénéficier d'un repas chaud par jour, gratuitement ou à bas prix, en fonction des difficultés de la victime, sans avoir besoin de présenter de preuves de la victimisation et même sous initiative d'une école ou d'un.e assistant.e social.e qui remarquerait la présence de VCI non verbalisées par la victime;
- s'assurer de l'accès aux soins de santé de toute victime de VCI et des enfants en permettant l'intervention des services sociaux d'hôpitaux en cas de difficultés de paiement de factures ou lorsqu'une victime est reçue aux urgences et faciliter l'appel à l'intervention des mutuelles;
- concernant les mutuelles, placer les victimes de VCI et leurs enfants automatiquement sous statut BIM, dans le même objectif.

Au niveau de la justice

- examiner systématiquement les différents types de violences sur un pied d'égalité lors des procès pénaux;
- mener une politique menant à de réelles sanctions envers les auteurs de VCI, passant par la tolérance zéro;
- responsabiliser les auteurs de violences:
 - en intégrant les violences économiques dans les programmes de responsabilisation des auteurs de VCI mis en place par l'asbl Praxis;
 - en concevant des programmes de formation spécifiques sur la notion de réparation.
- considérer que la conjointe victime de violences (comme ses enfants) n'est pas responsable et solidaire des infractions commises par l'auteur et n'a donc pas à intervenir dans les frais liés aux procédures ni à l'indemnisation des victimes;
- prendre en compte la destruction de biens (destruction volontaire, mais aussi négligence vis-à-vis du patrimoine du couple) comme une violence économique à part entière;

- prévoir des moyens d'évaluation des pertes financières de la victime afin d'obtenir une réparation par dommages et intérêts suffisante en cas de condamnation;
- prévoir des sanctions pénales réparatrices suffisantes et réellement appliquées;
- définir clairement qui détient la charge de la preuve et quels moyens peuvent démontrer du non consentement de la victime, au vu de la nécessité juridique d'établir un dol, un auteur et un lien de cause à effet entre l'action de l'auteur et le dol. Les preuves concernant le consentement étant difficiles à établir, il conviendrait que ces preuves soient à fournir par l'auteur. Il convient de ne pas baser la charge de la preuve sur la parole de l'un contre l'autre mais tenter d'établir, au travers d'un travail rigoureux, l'existence des violences économiques;
- répartir entre conjoints les dettes liées à la vie commune (exemples: contrat énergie, internet, loyers impayés, etc.), même lorsque les contrats étaient au nom de la femme;
- statuer rapidement sur les pensions alimentaires et les frais partagés pour les enfants dus aux victimes de VCI, en tenant compte de leur réalité quotidienne et pénaliser le non-paiement de ces pensions alimentaires et de ces frais partagés. Le montant des pensions alimentaires et des frais partagés doit permettre de maintenir le même train de vie des enfants après séparation, tenant compte qu'après séparation la victime se retrouve à faire face seule à toute une série de charges telles que l'énergie, la nourriture, les vêtements, l'argent de poche, les activités extrascolaires non reprises dans les frais partagés;
- dispenser les victimes de VCI de justifier tous les frais partagés établis en justice. En effet, ces frais, s'ils sont calculés correctement, leur permettent de bénéficier d'un budget minimal en équilibre.

Au niveau de la police

- en cas de plainte à la police, d'intervention policière, de plainte au parquet ou de citation à comparaître, s'assurer automatiquement qu'il n'existe pas d'autres types de violences que celles repérées ou déclarées par la victime. D'autres acteurs et actrices pourraient effectuer un bilan à ce sujet.

Au niveau des organismes privés

- privilégier les ouvertures de compte individuel et les versements des salaires sur ledit compte. Cela permet de développer et de protéger l'autonomie financière des victimes;
- imposer que les ouvertures de crédit se fassent toujours en présentiel et non sur présentation d'un document d'identité et/ou d'une procuration;
- Faciliter la clôture de compte commun en cas de VCI, notamment au niveau des signatures, et faciliter l'annulation des procurations données aux ex-conjoints violents;
- Prévoir des mécanismes permettant l'identification claire de la personne utilisant un compte joint ou une carte bancaire (via application bancaire, utilisation d'une empreinte pour chaque transaction, même si ça reste insuffisant);
- Conscientiser les banques aux dangers liés aux applications bancaires qui d'une part facilitent le contrôle des dépenses par le conjoint et l'usurpation des données pour effectuer des dépenses et qui d'autre part constituent des outils de traçage des victimes (cf. campagne: <https://youtu.be/sC4pEeO7Et8>);

- S'assurer du consentement éclairé des deux partenaires dans le cas d'une mise en hypothèque d'une maison, d'un achat conséquent ou d'une prise de crédit, et prévoir des mécanismes en cas de détection d'un non consentement au moment de la transaction;
- Concernant l'implication des banques ou des notaires dans le cadre d'un acte appliqué sous la contrainte: faire clairement appliquer les conditions du contrat: un contrat signé sous la contrainte est nul. S'il apparaît qu'il a été signé dans de telles circonstances, en faire peser la responsabilité sur le partenaire violent;
- En cas de biens immobiliers communs mis en vente après séparation, dans le cas de VCI, verser le montant de la vente à égalité du produit sur deux comptes individuels distincts;
- Assurer le versement des revenus sur un compte propre auquel ne pas imposer de frais supplémentaires s'il existe déjà un compte commun;
- Afin d'éviter d'empirer la situation d'une victime, interdire le licenciement d'une victime au motif de ses absences en raison des violences subies. Prévoir une procédure spécifique en cas d'incapacité de travail liée à ces VCI.

En matière d'information, de prévention et de sensibilisation

- Définir clairement les missions préventives, ainsi que les acteurs impliqués, leur rôle et leur formation ainsi que leurs moyens d'action (notaires, banques, assistants.es sociales, employeurs, acteurs.trices de l'insertion socio-professionnelle, économats des écoles, etc.);
- Promouvoir et subsidier des projets d'information et de sensibilisation aux violences économiques dans les écoles, les administrations, les centres médicaux, etc.
- Sensibiliser et (in)former les banquiers, employeurs, notaires et médecins sur les violences économiques et leurs impacts sur les victimes de VCI afin qu'ils puissent prévenir lesdites violences, accompagner les victimes.
- Former les acteurs.ices. de l'ISP (Forem, Actiris, CISP, maisons de l'emploi, mires, etc.) aux VCI, au repérage des différents types de violences.
- Effectuer des campagnes et des actions de prévention auprès des femmes, des jeunes mais également des hommes, rappelant leurs devoirs concernant un.e partenaire dépendant.e;
- Mettre en œuvre des programmes d'information permettant aux victimes de VCI de connaître leurs droits et les ressources à leur disposition concernant la gestion de leur patrimoine;
- Sensibiliser et ainsi protéger les personnes qui travaillent dans une entreprise familiale gérée par un conjoint en les informant de leurs propres droits et reconnaître le travail réalisé pour le compte d'un conjoint indépendant dans le cadre de la séparation et d'une rétribution post-séparation;
- Définir les responsabilités de l'employeur vis-à-vis de la prévention des violences au travail ainsi que de leur impact sur la victime. Former le Comité pour la Prévention et la Protection au Travail, les personnes de confiance ou les conseillers.ères en prévention internes et externes aux VCI pour en faire des partenaires en matière de lutte contre celles-ci. Mettre en place une politique de prévention propre, mais aussi d'intervention au besoin;
- Encourager l'implication des CPAS dans les échanges avec les intervenants locaux (associations, police, etc.).

B. Schriftelijk advies van het *Collectif contre les violences familiales et l'exclusion*, januari 2024

JANVIER 2024

ADVIES VAN HET CVFE OVER HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE VAN DE BELGISCHE SENAAT TOT VERSTERKING VAN DE STRIJD TEGEN ECONOMISCH PARTNERGEWELD

ASBL CVFE (*Collectif contre les violences familiales et l'exclusion Asbl*) - N° 418559057
11, rue Maghin 4000 Liège www.cvfe.be – cvfe@cvfe.be BE21 0682 2105 0903 – RPM Liège div Liège

Inleiding

Het *Collectif contre les violences familiales et l'exclusion* werd in 1978 opgericht op initiatief van vrouwen die verontwaardigd waren over de plaag van het partnergeweld in de samenleving. Al meer dan 45 jaar begeleidt het collectief slachtoffers van partner- en intrafamiliaal geweld. Het is erkend als opvangcentrum dat gespecialiseerd is in de opvang van slachtoffers van partnergeweld en als begeleidingsdienst bij partner- en gendergerelateerd geweld. Het is ook erkend als opvangcentrum voor kinderen van 0 tot 3 jaar met speciale behoeften, als centrum voor beroepsinschakeling en als vereniging voor permanente opleiding. Het heeft een ruime en erkende expertise inzake geweld en uitsluiting. Het helpt bij de opleiding van beroepsbeoefenaars binnen de *Pôle de ressources en violences conjugales et intrafamiliales*.

Het CVFE werd door de Senaat verzocht om advies over een voorstel van resolutie tot versterking van de strijd tegen economisch partnergeweld.

Het CVFE ziet dit voorstel van resolutie als een positieve stap, maar benadrukt dat er nood is aan een alomvattend wettelijk instrument en aan reële middelen om het geweld te bestrijden. Dat instrument moet alle vormen van intieme geweld definiëren en erkennen als strafbare feiten, want dat geweld heeft een ernstige impact op de slachtoffers en kan zelfs hun leven in gevaar brengen. Het huidige rechtskader dat nog steeds ongelijke bepalingen bevat die vrouwen benadelen, zorgt ervoor dat plegers van partnergeweld nog meer greep op hun slachtoffers krijgen.

In zijn huidige vorm is het voorstel van resolutie vaag over de manier waarop de geuite goede bedoelingen in de praktijk moeten worden gebracht. Waartoe dient een resolutie die niet wordt toegepast, wanneer fysiek geweld nauwelijks wordt veroordeeld en psychologisch geweld bijna wordt genegeerd? Het CVFE moedigt de wetgever aan om ambitieuzer te zijn en de tekst concreter te maken. Het is nuttig om na te denken over aspecten als preventie, veroordeling, herstel en manieren waarop derden bescherming kunnen bieden.

Partnergeweld kan verschillende vormen aannemen, met name de vorm van economisch geweld. Zoals bij elke vorm van geweld zijn de gevolgen voor vrouwen het zwaarst.¹

Sociaal-economische depravatie raakt de slachtoffers rechtstreeks in hun vermogen om in hun basisbehoeften te voorzien. Daders kunnen slachtoffers zo gemakkelijker onder de knoot houden, door de basis weg te nemen van hun vermogen of hun gevoel van autonomie. Dat maakt de slachtoffers veel kwetsbaarder voor andere vormen van geweld op langere termijn.

Het economisch geweld kan binnen een proces van partnerdominantie gaan van controle op de uitgaven, gedeeltelijke of volledige inbeslagneming van de inkomsten en betaalmiddelen, tot het verlies van een baan, schulden, het niet behouden van of geen toegang geven tot rechten enz.

¹ Zie de officiële Belgische definitie van 2006: «Meestal zijn de daders van dit geweld mannen en de slachtoffers vrouwen. Geweld in intieme relaties in de privésfeer is meestal de uiting in het privéleven van de ongelijke machtsverhoudingen die in onze samenleving nog steeds bestaan tussen vrouwen en mannen.».

Door dat geweld worden slachtoffers afhankelijk van hun partner en blijven ze in zijn macht. De slachtoffers kunnen immers moeilijk denken aan een scheiding en een zelfstandig leven als ze geen geld hebben en de onveilige situatie die de geweldpleger creëert, zo ver gaat dat hij zijn slachtoffer zelfs voedsel, kleding of basiszorg ontzegt.

Bovendien houdt economisch geweld zelden op na de scheiding. Het kan doorgaan bijvoorbeeld door de alimentatie of de gedeelde kosten voor de kinderen niet te betalen; alle uitbetalingen aan de vrouw, zoals uitkeringen of terugbetalingen van het ziekenfonds, te innen; schulden te maken op naam van de vrouw: energie- of telefoonovereenkomsten, onlineaankopen, een lening voor een auto aan te gaan en een verzekering te sluiten op naam van de vrouw ook al heeft ze geen rijbewijs; een gemeenschappelijke rekening te behouden en zich rekeningen toe te eigenen, wat nu nog gemakkelijker kan via *onlinebankapps*.

Dat geweld wordt momenteel toegestaan of in de hand gewerkt door het systeem dat in onze samenleving van kracht is. Gelet op de realiteit die vrouwen die slachtoffer zijn van partnergeweld beleven, is het essentieel dat er wordt nagedacht over middelen en acties om de slachtoffers te beschermen tegen dat geweld.

Om economisch partnergeweld te bestrijden, doet het CVFE de volgende aanbevelingen:

Op maatschappelijk vlak

Alle initiatieven om gendergelijkheid in de samenleving aan te moedigen, moeten worden voortgezet en versterkt, op alle niveaus.

Het probleem van de toegang tot werk en van de gelijke lonen voor mannen en vrouwen blijft een grote uitdaging. De loonloof tussen mannen en vrouwen toont aan dat vrouwen meer risico lopen op armoede en financiële afhankelijkheid.

Op strafrechtelijk vlak

Het CVFE benadrukt dat in het Belgisch recht alle vormen van intrafamiliaal geweld, waaronder economisch geweld, moeten worden erkend en bestraft, zodat zij als strafbare feiten worden aangemerkt en slachtoffers meer steun en schadeloosstelling kunnen krijgen.

Inzake sociale rechten

Sociale rechten moeten worden geïndividualiseerd om economisch geweld te bestrijden en vrouwen meer financiële autonomie te geven.

- zorgen voor toegang tot een individueel inkomen waardoor personen niet meer van elkaar afhangen en men in alle omstandigheden zijn rechten én zijn autonomie kan behouden;
- voorzien in toegang tot een aanvullend pensioen voor vrouwen die slachtoffer zijn van partner- en intrafamiliaal geweld en die niet kunnen werken vanwege het geweld dat ze ondergingen, als logisch gevolg van de verantwoordelijkheid die de samenleving op zich neemt in deze problematiek;
- specifieke spoedmaatregelen bepalen zodat een slachtoffer snel kan reageren in geval van ondoordachte uitgaven zonder toestemming;
- vrouwen die slachtoffer zijn van partner- en intrafamiliaal geweld en een precair verblijfsstatuut hebben op het grondgebied, toegang geven tot een leefloon.

De overheidsdiensten

Het is van belang ervoor te zorgen dat alle overheidsdiensten beschikken over instrumenten die de economische autonomie van personen versterken en niet hun afhankelijkheid. Het CVFE identificeert de volgende prioritaire maatregelen ter zake:

- alle financiële en wettelijke documenten over het koppel in tweevoud opstellen en elke partner er toegang toe geven via een site (zoals *myminfin* of een notariële site, via *itsme*, *eID* of via de gemeentediensten om rekening te houden met de digitale kloof die vrouwen treft).
- vrouwen meer erkennen als gezinshoofd bij uitbetalingsinstellingen, zoals het OCMW of de RVA, wanneer er kinderen in het gezin zijn. Hierdoor beschikken zij over eigen middelen en dus een daadwerkelijke economische zelfstandigheid zodat de geweldpleger hen minder onder de knoot kan houden;
- een niet terug te betalen «startpremie» toekennen aan vrouwen die hun gewelddadige partner verlaten zodat zij hun eerste huur kunnen betalen en voort kunnen tot ze op hun rechten kunnen terugvallen, als zij geen eigen inkomen hebben op het ogenblik dat zij weggaan bij hun partner;
- tijdelijke hulp van het OCMW toegankelijker maken, zoals de eerste maanden huur, een verhuispremie, een tegemoetkoming voor huurwaarborgen enz. Dit soort hulp is essentieel om slachtoffers in staat te stellen hun gewelddadige omgeving te verlaten en enige onafhankelijkheid te verwerven;
- bij de aanvraag voor een leefloon of het equivalent ervan bij het OCMW, de slachtoffers van partner- en intrafamiliaal geweld vrijstellen van de verplichting om alimentatie te vragen aan hun ex-partner. Die verplichting zet de slachtoffers immers nog meer onder druk en doet heel vaak het geweld door de ex-partner weer opflakkeren. Gewelddadige ex-partners leven trouwens zelden uitspraken over alimentatie na, om hun macht over het slachtoffer te kunnen behouden;
- slachtoffers van partner- en intrafamiliaal geweld die samen met de geweldpleger mede-eigenaar zijn van een gebouw, moeten in aanmerking kunnen komen voor sociale huisvesting met voorrangspunten, indien zij geen andere keuze hebben dan de echtelijke woning snel te verlaten om zich te beschermen. Die toekenning dient te steunen op de onmogelijkheid voor de vrouw om in de woning te verblijven zonder haar integriteit in gevaar te brengen. Dat zou het vertrek in geval van partner- en intrafamiliaal geweld vergemakkelijken en de slachtoffers beter beschermen;
- ervoor zorgen dat elke vrouw die de echtelijke woning verlaat een volledig inkomen behoudt gedurende zes maanden, dat eenmalig kan worden verlengd, ook in geval van tijdelijk samenwonen, totdat ze zelfstandig kan wonen en zich veilig voelt in een periode waarin geweld na de scheiding het vaakst voorkomt;
- sancties op het inkomen verbieden bij vrouwen die slachtoffer zijn van partner- en intrafamiliaal geweld omdat ze niet meewerken of onvoldoende inspanningen doen om werk te vinden (vanwege de ziekenfondsen, Forem, RVA en OCMW);
- de administratieve procedures die in verband staan met de scheiding en die vaak zwaar, traag, duur en veel energie vergen, vereenvoudigen in geval van partner- en intrafamiliaal geweld, bijvoorbeeld: de vraag om bijstand bij het OCMW kunnen indienen via e-mail en het dossier sneller behandelen in geval van hoogdringendheid, de scheidingsprocedures vereenvoudigen, de aanvragen voor alimentatie snel behandelen en toezien op de betaling ervan enz.;

4

- erop toezien dat vrouwen die slachtoffer zijn van partner- en intrafamiliaal geweld systematisch de kinderbijslag voor hun kind(eren) op een individuele rekening op hun naam ontvangen;
- de overdracht van sommen verbonden aan de alimentatie in gerechtelijke uitspraken vragen, door het vonnis met het oog op onmiddellijke inning te sturen naar de werkgever of de instanties die het inkomen uitbetalen;
- een gemeenschappelijke en officiële berekeningswijze opstellen waarmee alle betrokkenen (rechter, advocaat, bemiddelaar, ouders) het bedrag van de alimentatie kunnen bepalen. Dit zou de praktijken uniformiseren én het gelijkheidsbeginsel naleven zonder dat het slachtoffer een gespannen onderhandeling met de dader moet aangaan;
- overwegen om de alimentatie en de gedeelde kosten vanaf de eerste laattijdige betaling rechtstreeks af te houden van het inkomen van de ouder die ze moet betalen. Dit zou enerzijds zorgen voor regelmaat in de betalingen en anderzijds niet-betaling en lange procedures voorkomen;
- de toegang tot de Dienst voor Alimentatievorderingen (DAVO) vergemakkelijken en de invordering van de variabele gedeelde kosten mogelijk maken (momenteel wordt alleen rekening gehouden met de vaste kosten);
- de toegang tot het compensatiefonds vereenvoudigen en voorschotten mogelijk maken;
- slachtoffers van partner- en intrafamiliaal geweld gemakkelijker toegang geven tot voedselpakketten, dringende hulp van OCMW's en een bijdrage van de economaten van scholen zodat hun kinderen gratis of voor een lage prijs één warme maaltijd per dag kunnen krijgen zonder dat er bewijzen van slachtofferschap voorgelegd moeten worden, of zelfs op initiatief van een school of een maatschappelijk werker die merkt dat er sprake is van partner- en intrafamiliaal geweld zonder dat het slachtoffer erover spreekt;
- erop toezien dat alle slachtoffers van partner- en intrafamiliaal geweld en hun kinderen toegang hebben tot gezondheidszorg, zodat maatschappelijk werkers van ziekenhuizen kunnen helpen als er problemen zijn met de betaling van facturen of wanneer een slachtoffer op de spoedafdeling wordt opgenomen, en zij ook kunnen helpen om tegemoetkomingen van ziekenfondsen te krijgen;
- wat de ziekenfondsen betreft, om dezelfde redenen, de slachtoffers van partner- en intrafamiliaal geweld en hun kinderen automatisch onder VT-statuut (verhoogde tegemoetkoming voor gezondheidszorgen) plaatsen.

Justitie

- systematisch de verschillende soorten geweld op gelijke voet behandelen tijdens de strafprocessen;
- een nultolerantiebeleid voeren met echte sancties voor daders van partner- en intrafamiliaal geweld;
- de geweldplegers verantwoordelijkheidsbesef bijbrengen:
 - door economisch geweld op te nemen in de responsabiliseringssprogramma's voor daders van partner- en intrafamiliaal geweld die de vzw Praxis organiseert;
 - door specifieke opleidingsprogramma's te ontwerpen over het begrip schadeloosstelling.
- ervan uitgaan dat de echtgenote die slachtoffer is van geweld (net als haar kinderen) niet hoofdelijk aansprakelijk is voor de misdrijven van de dader, en dus niet moet bijdragen in de procedurekosten of de schadeloosstelling van de slachtoffers;
- de vernieling van goederen (opzettelijke vernieling, maar ook verwaarlozing van het vermogen van het koppel) beschouwen als een volwaardige vorm van economisch geweld;

- middelen vinden om de financiële verliezen van het slachtoffer te ramen met het oog op een afdoende schadeloosstelling in geval van een veroordeling;
- voorzien in afdoende strafrechtelijke herstelsancties die werkelijk worden uitgevoerd;
- duidelijk bepalen wie de bewijslast draagt en welke middelen kunnen aantonen dat het slachtoffer niet instemde, wegens de juridische noodzaak om kwaad opzet, een dader en een causaal verband tussen de handelingen van de dader en het kwaad opzet te bewijzen. Aangezien bewijzen voor instemming moeilijk vast te stellen zijn, zouden zij door de dader geleverd moeten worden. De bewijslast mag niet gebaseerd zijn op het woord van de ene echtgenoot tegen de andere, maar op de vaststelling, na grondig onderzoek, van feiten van economisch geweld;
- de schulden die voortvloeien uit het samenwonen (bv. energiecontract, internet, onbetaalde huur, enz.) verdelen tussen de echtgenoten, ook wanneer de contracten op naam van de vrouw stonden;
- snel uitspraak doen over de alimentatie en de gedeelde kosten voor de kinderen, die verschuldigd zijn aan de slachtoffers van partner- en intrafamiliaal geweld, en het niet betalen ervan bestraffen. Het bedrag van de alimentatie en de gedeelde kosten moet de levensstandaard van de kinderen na de scheiding handhaven, rekening houdend met het feit dat het slachtoffer na de scheiding alleen een hele reeks lasten moet dragen die niet in de gedeelde kosten begrepen zijn, zoals energie, voeding, kleren, zakgeld, en buitenschoolse activiteiten;
- slachtoffers van partner- en intrafamiliaal geweld vrijstellen van het verantwoorden van alle gedeelde kosten die de rechter heeft vastgesteld. Als deze kosten correct berekend zijn, stellen zij de slachtoffers immers in staat om over een sluitend minimumbudget te beschikken.

De politie

- bij een klacht bij de politie, een politieoptreden, een klacht bij het parket of een dagvaarding, automatisch nagaan of er geen andere vormen van geweld zijn dan die welke het slachtoffer vermeldt of aangeeft. Andere actoren zouden hierover een evaluatie kunnen uitvoeren.

Priveorganisaties

- het openen van een individuele rekening en het storten van wedden op deze rekening aanmoedigen. Dit bevordert en beschermt de financiële autonomie van de slachtoffers;
- het openen van kredieten in aanwezigheid van de persoon verplicht maken en niet toestaan louter op vertoon van een identiteitsbewijs en/of procuratie;
- het gemakkelijker maken om een gemeenschappelijke rekening af te sluiten in geval van partner- en intrafamiliaal geweld, met name wat de handtekeningen betreft, en de annulering van volmachten aan gewelddadige ex-partners vergemakkelijken;
- mechanismen instellen om de persoon die een gemeenschappelijke rekening of bankkaart gebruikt, duidelijk te identificeren (via een bankapp, het gebruik van een vingerafdruk voor elke transactie, al blijft dit onvoldoende) ;
- banken bewust maken van de gevaren van bankapps, die het enerzijds gemakkelijker maken voor partners om uitgaven te controleren en gegevens te misbruiken om aankopen te doen, en anderzijds hulpmiddelen zijn om slachtoffers op te sporen (zie campagne: <https://youtu.be/sC4pEeO7Et8>) ;

6

- zich ervan vergewissen dat beide partners hun geïnformeerde toestemming hebben gegeven wanneer ze een hypotheek nemen op hun huis, een belangrijke aankoop doen of een krediet opnemen, en voorzien in mechanismen wanneer op het ogenblik van de transactie blijkt dat deze toestemming niet gegeven werd;
- wat de betrokkenheid van banken en notarissen in het kader van een handeling onder dwang betreft: de voorwaarden van het contract nauwgezet laten uitvoeren; een contract dat onder dwang is ondertekend, is ongeldig. Als blijkt dat dat het geval is, de verantwoordelijkheid bij de gewelddadige partner leggen;
- wanneer gemeenschappelijk vastgoed na de scheiding en in een context van partner- en intrafamiliaal geweld verkocht wordt, de opbrengst van de verkoop in twee gelijke delen storten op afzonderlijke individuele rekeningen;
- de inkomsten storten op een eigen rekening waarvoor geen bijkomende kosten worden aangerekend als er al een gemeenschappelijke rekening bestaat;
- om de toestand niet te verergeren, het ontslag van een slachtoffer wegens afwezigheid verbieden als blijkt dat de afwezigheden het gevolg zijn van geweld. Een specifieke procedure instellen in geval van werkonbekwaamheid wegens partner- en intrafamiliaal geweld.

Informatie, preventie en bewustmaking

- duidelijk aangeven welke de preventieve opdrachten zijn, de betrokken actoren, hun rol, hun opleiding en hun actiemiddelen (notarissen, banken, maatschappelijk workers, werkgevers, actoren van maatschappelijke en beroepsintegratie, economaten van scholen, enz.);
- informatie- en bewustmakingsprojecten over economisch geweld promoten en subsidiëren in scholen, besturen, medische centra, enz.;
- werkgevers, notarissen en artsen bewust maken en informeren over economisch geweld en de impact ervan op slachtoffers van partner- en intrafamiliaal geweld, zodat ze dit geweld kunnen voorkomen en de slachtoffers kunnen ondersteunen;
- actoren van de maatschappelijke en beroepsintegratie (VDAB, Forem, Actiris, CISP, sociale huizen, *maisons de l'emploi, mires*, enz) opleiden in partner- en intrafamiliaal geweld en het detecteren van verschillende soorten geweld;
- preventiecampagnes en -activiteiten opzetten die gericht zijn op vrouwen, jongeren en mannen en hen herinneren aan hun plichten ten opzichte van een afhankelijke partner;
- informatieprogramma's opzetten om slachtoffers van partner- en intrafamiliaal geweld te informeren over hun rechten en de middelen die ze tot hun beschikking hebben om hun bezittingen te beheren;
- mensen die werken in een familiebedrijf dat wordt geleid door een echtgeno(o)t(e) bewuster maken en zo beschermen door hen te informeren over hun individuele rechten en in de context van een scheiding en vergoeding na scheiding het werk te erkennen dat voor rekening van een zelfstandige echtgeno(o)t(e) is gedaan;
- de verantwoordelijkheden van de werkgever definiëren met betrekking tot het voorkomen van geweld op het werk en de impact ervan op het slachtoffer. Het Comité voor preventie en bescherming op het werk, vertrouwenspersonen en interne en externe preventieadviseurs opleiden in partner- en intrafamiliaal geweld, om van hen bondgenoten te maken in het bestrijden ervan. Een eigen preventiebeleid voeren en ook ingrijpen waar nodig;
- de betrokkenheid van OCMW's bij uitwisselingen met lokale actoren (verenigingen, politie, enz.) aanmoedigen.

C. Avis écrit de l'Agence flamande Justice et Répression, janvier 2024

AGENTSCHAP JUSTITIE & HANDHAVING

Agentschap Justitie en Handhaving
 Boulevard du Roi Albert II, 35 / boîte 5
 1030 Bruxelles
 T 02 553 25 70
 E justitie.handhaving@vlaanderen.be

AVIS

Date: le 20 janvier 2024

Auteur: Roel Verellen

Objet: Proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre les violences économiques dans le couple,
 n° 7-444/1

Le présent avis a été rédigé par la *Vlaams agentschap Justitie en Handhaving* (agence flamande Justice et Répression), division *Gendergerelateerd Geweld* (Violences liées au genre) et est adressé au comité d'avis pour l'Égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat.

Cette division *Gendergerelateerd Geweld* est chargée de coordonner les *Veilige Huizen* (maisons refuges) en Flandre. La demande d'avis a été adressée à Mme Pascale Franck, de la *Veilig Huis* d'Anvers. Mme Franck a largement contribué à la rédaction du présent avis, en collaboration avec ses collègues de la *Veilig Huis* d'Anvers.

Bien qu'il nous ait été indiqué que les développements de la résolution ne pouvaient faire l'objet d'amendements, nous souhaitons formuler quelques remarques les concernant. Nous terminerons par quelques observations au sujet de la proposition de résolution proprement dite.

1 INTRODUCTION

«Au sein de la violence conjugale, s'exerce ce qu'on appelle le contrôle coercitif, c'est-à-dire le fait pour les agresseurs d'intimider, d'humilier, de surveiller, de manipuler et d'isoler petit à petit les victimes pour pouvoir exercer leurs violences, dans une volonté de pouvoir et de contrôle sur l'autre», page 1.

Remarque:

- il est ici fait référence uniquement au «terrorisme intime» et pas à la «violence de couple situationnelle». Il serait donc plus correct d'adopter une autre formulation, telle que : «Les violences conjugales vont souvent de pair avec...»;

2 LES VIOLENCES ÉCONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES

«De toutes les violences précitées, les violences économiques et administratives dans le couple font souvent partie des premières manifestations de la violence conjugale. Elles restent pourtant méconnues, mal identifiées, moins recensées et moins documentées, moins étudiées», page 2.

Remarques:

- les violences économiques et administratives ne sont pas nécessairement la première manifestation de la violence conjugale. Il peut aussi s'agir, par exemple, de l'isolement de la victime, tenue à l'écart de ses amis et de sa famille;
- les violences économiques et administratives constituent une forme importante de violence intrafamiliale et s'accompagnent d'autres formes de violence. Souvent, cette forme de violence est insuffisamment mise en lumière;
- cette forme de violence se transforme en une véritable emprise et fait en sorte que l'auteur s'approprie les décisions économiques de la famille, crée une dépendance économique ou affecte la capacité de la victime à subvenir à ses besoins de base et à ceux de ses enfants en cas de séparation.

«Cette définition n'est cependant pas applicable dans le droit belge. Les violences économiques ne sont pas une infraction pénale en tant que telle. Pour les faire reconnaître, il convient d'évoquer d'autres notions juridiques telles que le traitement inhumain et dégradant; le harcèlement et l'abandon de famille et abandon d'enfant dans le besoin ou les droits humains», page 3.

Remarques:

- la définition des violences intrafamiliales, en ce compris les violences économiques, a jusqu'à présent été inscrite dans des circulaires et sera également ancrée dans le décret flamand créant et organisant les *Veilige Huizen* (à savoir: les violences intrafamiliales consistent en toute forme de violence physique, sexuelle, psychique ou économique entre membres d'une même famille, indépendamment de l'âge de ceux-ci);
- les violences économiques peuvent survenir non seulement dans une relation entre partenaires, mais aussi entre les autres membres d'une même famille. Nous proposons donc d'employer les termes «violences économiques intrafamiliales».

3 PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Nous souscrivons totalement aux recommandations qui demandent une attention plus soutenue pour cette forme de violence et une optimisation de la lutte contre cette forme de violence. Les points suivants pourraient y être ajoutés:

- l'attention pour la formation de la magistrature: les décisions du tribunal de la famille entre autres peuvent influencer la situation économique des victimes de violences intrafamiliales, même après une séparation;
- l'attention pour la formation des services de police: il importe que les policiers soient suffisamment attentifs lorsqu'ils dressent le procès-verbal et constituent le dossier après un signalement de violences intrafamiliales, afin que cette forme de violence soit mise en lumière et soit intégrée dans les statistiques;
- la proposition visant à définir et pénaliser les violences peut s'avérer importante pour lutter énergiquement contre les violences économiques intrafamiliales. En complément, on pourrait également considérer les violences psychiques et le terrorisme intime comme des infractions pénales distinctes, au même titre que les violences économiques intrafamiliales. Il arrive très souvent, lorsque les violences psychiques et le terrorisme intime sont reconnus, qu'on ne dispose malgré tout pas de suffisamment d'éléments pour saisir la justice. Le contrôle et l'isolement ne peuvent pas être suffisamment démontrés et/ou ne constituent pas, en l'absence d'autres délits, un motif suffisant pour saisir la justice;
- le fait d'associer les banques et notaires à la détection et au signalement des violences économiques apporte une importante plus-value. Nous pourrions en outre suggérer d'y associer également les pouvoirs locaux et les CPAS;
- en plus des revenus et des moyens de paiement, il importe également d'être attentif à d'autres indicateurs susceptibles d'être révélateurs d'une dépendance économique ou administrative, par exemple, l'acquisition d'une propriété, le fait de disposer de moyens de communication ou l'obtention d'un droit de séjour;

- les violences économiques se produisent également en cas de mauvais traitements infligés aux parents ou de maltraitance de personnes âgées. C'est pourquoi nous suggérons d'attirer également l'attention sur ces formes de relations en cas de violences intrafamiliales. Cela permettra également de mettre en lumière le modèle intergénérationnel des violences intrafamiliales.

C. Schriftelijk advies van het Agentschap Justitie en Handhaving, januari 2024

AGENTSCHAP JUSTITIE & HANDHAVING

Agentschap Justitie en Handhaving

Koning Albert II-laan 35 bus 5

1030 Brussel

T 02 553 25 70

E justitie.handhaving@vlaanderen.be

ADVIES

Datum: 20 januari 2024

Auteur: Roel Verellen

Onderwerp: Voorstel van resolutie tot versterking van de strijd tegen economisch partnergeweld 7-444/1

Dit advies werd opgemaakt door het Vlaams agentschap Justitie en Handhaving, afdeling Gendergerelateerd Geweld en is gericht aan het adviescomité voor Gelijke Kansen voor mannen en vrouwen van de Senaat.

De afdeling Gendergerelateerd Geweld staat in voor de coördinatie van Veilige Huizen in Vlaanderen. De adviesvraag werd bezorgd aan Mevr. Pascale Franck, Veilig Huis Antwerpen. Mevrouw Franck heeft samen met haar collega's van Veilig Huis Antwerpen een belangrijke bijdrage geleverd aan de opstelling van dit advies.

Ondanks de mededeling dat de toelichting bij de resolutie niet gemaandeed kan worden, wensen we daarbij enkele bemerkingen te formuleren. Tot slot formuleren we enkele opmerkingen bij het voorstel van resolutie.

1 INLEIDING

«Partnergeweld gaat gepaard met wat men dwangmatige controle noemt, dat wil zeggen dat de daders de slachtoffers intimideren, vernederen, controleren, manipuleren en geleidelijk isoleren om hun geweld te kunnen uitoefenen, in een verlangen naar macht en controle over de ander.», pagina 1

Bemerking:

- Hier wordt enkel verwezen naar «intiem terrorisme», maar niet naar situationeel geweld. Daarom zou het juister zijn om dit te formuleren als: «Partnergeweld gaat vaak gepaard met ...»

2 ECONOMISCH EN ADMINISTRATIEF GEWELD

«Van alle boven genoemde vormen van geweld is economisch en administratief geweld vaak een van de eerste uitingen van partnergeweld. Deze vorm van geweld is echter nog weinig bekend, onvoldoende in kaart gebracht, minder geregistreerd en minder bestudeerd. », pagina 2

Bemerkingen:

- economisch en administratief geweld hoeft niet de eerste uiting te zijn. Dat kan bijvoorbeeld ook isolatie van vrienden en familie zijn;



- economisch en administratief geweld is een belangrijke vorm van intrafamiliaal geweld en hangt samen met andere vormen van geweld. Deze vorm van geweld komt vaak onvoldoende in het vizier;
- deze vorm van geweld wordt een echte houdgreep voor het slachtoffer en leidt ertoe dat de pleger de economische beslissingen van het gezin naar zich toetrek, economische afhankelijkheid creëert of het vermogen van het slachtoffer aantast om in geval van scheiding voor zichzelf en zijn / haar kinderen te zorgen.

«Deze definitie is echter niet van toepassing in het Belgisch recht. Economisch geweld is op zich geen misdrijf. Om het te laten erkennen, moeten andere juridische begrippen worden aangevoerd, zoals onmenselijke en onterende behandeling, belaging, familieverlating, in behoeftige toestand achterlaten van kinderen of rechten van de mens.», pagina 3.

Bemerkingen:

- de definitie van intrafamiliaal geweld, inclusief de verwijzing naar economisch geweld werd tot nog toe opgenomen in omzendbrieven en zal ook verankerd worden in het decreet tot oprichting en regeling van de Veilige Huizen (met name: intrafamiliaal geweld is iedere vorm van fysiek, seksueel, psychisch of economisch geweld tussen leden van eenzelfde familie, ongeacht hun leeftijd);
- economisch geweld kan zich niet enkel voordoen in een partnerrelatie, maar ook tussen andere leden van eenzelfde familie. Daarom stellen we voor om gebruik te maken van de term «economisch intrafamiliaal geweld».

3 VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De aanbevelingen tot het verhogen van aandacht voor deze vorm van geweld en het optimaliseren van de aanpak ervan, worden voluit onderschreven. Volgende punten kunnen hieraan toegevoegd worden:

- aandacht voor opleiding van de magistratuur: onder andere de beslissingen bij de familierechtbank kunnen van invloed zijn op de economische situatie van slachtoffers van intrafamiliaal geweld, ook na de scheiding;
- ook aandacht voor opleiding van politiediensten: aandacht bij het opstellen van het proces-verbaal en dossiervorming na aangifte van intrafamiliaal geweld is een belangrijk gegeven om deze vorm van geweld onder de aandacht en in de statistieken te krijgen;
- het voorstel tot definiëren en strafbaar stellen kan bijzonder belangrijk zijn in het slagkrachtig aanpakken van economisch intrafamiliaal geweld. Bijkomend kan ook psychisch geweld en intieme terreur als een afzonderlijke strafbaarstelling beschouwd worden, naast economisch intrafamiliaal geweld. Heel vaak wanneer psychisch geweld of intieme terreur herkend wordt, blijkt men toch over te weinig elementen te beschikken voor justitiële interventie. De controle en isolatie kunnen onvoldoende worden gestaafd en/of zijn zonder ander «misdrijf» onvoldoende om justitieel te kunnen ingrijpen;
- het betrekken van banken en notarissen bij het detecteren en signaleren van economisch geweld heeft een belangrijke meerwaarde. Een aanvullende suggestie kan zijn om ook lokale besturen en OCMW's te betrekken bij detectie en signalering;
- naast inkomen en betaalmiddelen is het belangrijk om aandacht te hebben voor andere indicatoren die zicht kunnen geven op economische of administratieve afhankelijkheid, bijvoorbeeld het verwerven van eigendom, het beschikken over eigen communicatiemiddelen of het bekomen van verblijfsrecht;

- economisch geweld doet zich ook voor bij oudermishandeling en ouderenmisbehandeling, vandaar de suggestie om ook aandacht te hebben voor deze relatieve vormen bij intrafamiliaal geweld. Het intergenerationale patroon van intrafamiliaal geweld wordt hiermee ook getoond.

D. Avis écrit de la Commission pour la Réforme du Code pénal, janvier 2024

**Avis de la Commission pour la Réforme du droit pénal concernant la proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre les violences économiques dans le couple
(doc. Sénat n°7-444), janvier 2024**

Objet de la demande d'avis.

Par courriel du 20 décembre 2023, la présidente du comité d'avis pour l'Égalité des chances a invité la Commission pour la Réforme du droit pénal à transmettre au comité d'avis du Sénat pour l'Égalité des chances entre les femmes et les hommes un avis sur la proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre les violences économiques entre partenaires (doc. Sénat n°7-444).

La pertinence de la problématique

La question des violences infligées aux femmes, et plus particulièrement au sein du couple, est une problématique qui, depuis le début de ses travaux, n'a cessé de préoccuper la Commission pour la Réforme du droit pénal qui s'est engagée à tenter d'y apporter la réponse la plus adéquate dans ses aspects pénaux.

Comme le souligne la proposition de résolution, le phénomène revêt différentes formes que ce soient des violences physiques, des violences psychologiques, des atteintes à l'intégrité sexuelle ou encore des atteintes au patrimoine ou des pressions économiques insupportables.

Lors des travaux de réforme du Code pénal, la Commission a déjà été amenée à examiner cette problématique sous différents aspects:

- Les violences physiques dans le couple

La Commission a rendu au Gouvernement un avis concernant l'insertion du féminicide dans le nouveau Code pénal; conformément à cet avis, le Parlement a voté la loi du 13 juillet 2023 sur la prévention et la lutte contre les féminicides, les homicides fondés sur le genre et les violences¹.

Le nouveau Code pénal retient comme élément aggravant de plusieurs infractions portant atteinte à l'intégrité physique des personnes, la circonstance que l'infraction a été commise dans un contexte intrafamilial², circonstance qui inclut notamment le fait que l'infraction est commise par l'auteur à l'encontre d'un partenaire ou d'un ex-partenaire³: ainsi le livre 2 du nouveau Code pénal institue comme infraction aggravée le meurtre intrafamilial (art. 101), la

¹ M.B., 31 août 2023.

² Infraction «commise envers un parent ou allié ascendants ou descendants en ligne directe, un parent ou allié en ligne collatérale jusqu'au troisième degré, un partenaire ou toute autre personne occupant une position similaire au sein de la famille».

³ La notion de partenaire est définie de façon large comme «la personne avec laquelle l'auteur ou la victime est marié ou entretient une relation affective et physique intime durable, ainsi que la personne avec laquelle l'auteur ou la victime a été marié ou a entretenu une relation affective et physique intime durable si les faits incriminés ont un lien quelconque avec ce mariage dissout ou cette relation terminée» (art. 79, 3^e).

torture intrafamiliale (art. 117), le traitement inhumain intrafamilial (art. 125), le traitement dégradant intrafamilial (art. 130) et les actes de violence intrafamiliale (art. 201).

- Les violences sexuelles dans le couple

Le nouveau Code pénal, qui intègre en son sein le nouveau droit pénal sexuel, retient également la qualité de partenaire ou d'ex-partenaire comme élément aggravant à travers notamment les incriminations aggravées d'atteinte à l'intégrité sexuelle intrafamiliale, de diffusion non consentie de contenu à caractère sexuel intrafamiliale et de viol intrafamilial (art. 146).

- Les violences psychologiques dans le couple

La torture et le traitement inhumain, pour lesquels le caractère intrafamilial constitue un élément aggravant (art. 117 et 125), visent non seulement de graves souffrances physiques mais également les souffrances mentales.

Il en va de même des actes de violence intrafamiliale qui vise notamment les comportements consistant à recourir à la contrainte envers autrui de nature à provoquer une atteinte à la santé (la notion de santé comprenant tant la santé mentale que physique).

Le traitement dégradant intrafamilial (art. 128 et 130) vise, quant à lui, une forme de violences psychologiques particulièrement dévastatrice sur le plan psychique dès lors qu'il consiste notamment à soumettre le partenaire à un traitement qui lui cause, aux yeux d'autrui ou aux siens, une humiliation ou un avilissement grave.

L'on sait aussi que le harcèlement qui se trouve incriminé par l'article 237 du nouveau Code pénal entraîne une violence psychologique grave et pernicieuse pour la victime. L'article 238 du nouveau Code pénal prévoit un élément aggravant lorsque le harcèlement est commis par une personne se trouvant en position de confiance avec la victime. On peut soutenir que dans le cadre d'une relation entre partenaires, l'on se situe dans ce cas de figure.

La nécessité d'incriminer comme telles les violences économiques dans le couple

Comme l'indique fort adéquatement la proposition de résolution, la violence au sein du couple prend souvent la forme d'un contrôle coercitif, c'est-à-dire le fait pour les agresseurs d'intimider, d'humilier, de surveiller, de manipuler et d'isoler petit à petit les victimes pour pouvoir exercer leurs violences dans une volonté de pouvoir et de contrôle de l'autre.

Nous avons vu que lorsqu'ils prennent la forme de violences physiques, psychiques ou sexuelles, ces comportements abusifs tombent sous le coup d'une ou de plusieurs des incriminations relevées ci-dessus: atteintes à l'intégrité sexuelle, actes de violence, traitements inhumains ou dégradants, harcèlement, voire dans les cas plus graves, meurtre, viol ou torture, avec l'élément aggravant «intrafamilial» (qui couvre le partenaire et l'ex-partenaire).

Qu'en est-il des violences économiques dans le couple qui se traduisent par les comportements décrits dans la proposition de résolution (contrôle des dépenses et de la gestion financières, vol de l'argent, usurpation de l'identité pour obtenir des crédits, dissimulation de la situation financière, contrôle de la vie professionnelle et chantage financier) ?

On doit constater que nombre de ces comportements abusifs tombent sous une des incriminations pénales prévues dans le Livre 2 du nouveau Code pénal: lorsqu'elles ont pour effet de déposséder la personne de ses droits patrimoniaux dans un contexte de contrainte et

d’humiliation, les violences économiques constituent un traitement inhumain, voire dégradant, mais également un acte de violence portant atteinte à la santé physique (fatigue extrême) et psychique (stress, état dépressif) de la victime.

En outre, certains de ces comportements font, le cas échéant, l’objet d’incriminations plus spécifiques, telles que le vol, le cas échéant commis avec menace ou violences (art. 460, 464 et 466), l’extorsion (art. 461), le détournement (abus de confiance – art. 472), l’abus de l’état de vulnérabilité en vue de faire souscrire un acte préjudiciable (art. 474), l’organisation frauduleuse d’insolvabilité (art. 493), le vandalisme (à savoir destruction ou endommagement d’un bien – art. 513), l’accès non autorisé dans un système informatique ou le sabotage informatique (art., 523 et 530), l’abandon de famille (art. 672), etc.

Il convient de souligner ici que le nouveau Code pénal supprime les immunités familiales (art. 462 ancien C. pén. de 1867) dont la *ratio legis* reposait sur une approche patriarcale de la famille visant à ne pas compromettre l’unité morale et patrimoniale de la famille, le législateur de l’époque voulant préserver la paix des familles en évitant de « provoquer des peines dont l’effet ne se bornerait pas à répandre la consternation parmi tous les membres de la famille mais serait source éternelle de division et de haine »⁴. Ces immunités reposaient sur une conception dépassée de la famille (« il fallait laver son linge sale en famille »). Le nouveau Code pénal introduit un changement important sur ce plan: le vol ou le détournement par un conjoint pourront dorénavant faire l’objet de poursuites pénales, ce qui n’était pas le cas actuellement.

Il résulte de ce qui précède que le Code pénal offre aux parquets un nombre important d’outils pour incriminer et poursuivre les violences économiques dans le couple.

On peut, dès lors, se poser la question de savoir quelle serait la plus-value d’une incrimination spécifique des violences économiques au sein du couple.

Incriminer les violences économiques en tant que telles implique la nécessité de définir sous la forme d’une incrimination cette notion et de la qualifier sur le plan pénal de façon autonome, ce qui apparaît difficile.

Même lorsqu’elle n’est pas le résultat d’un comportement abusif d’une autre personne, la précarité économique et financière, autrement dit le fait de vivre dans des conditions d’existence financières extrêmement difficiles, constitue en elle-même une violence pour ceux qui la subissent (en l’occurrence, notamment les parents et enfants vivant dans la pauvreté).

La précarité financière et la dépendance économique doivent aussi être distinguées des violences économiques. Les premières constituent une situation de fait qui n’est pas nécessairement le résultat d’un abus. Mais ces situations doivent être prévenues ou évitées car elles présentent des situations à risque qui, dans un contexte de domination et d’humiliation, se muent en violences économiques.

Ainsi, c’est le contexte d’emprise de l’auteur sur la victime dans lequel les situations décrites émergent qui caractérise la notion de violences économiques. Dès lors, on peut douter de la faisabilité et de la plus-value d’une nouvelle incrimination autonome des violences économiques. En effet, sur le plan pénal, il est difficile d’identifier les violences économiques indépendamment de leur contexte et des autres incriminations déjà existantes. Pour autant que

⁴ Doc. Parl., Chambre, S.O. 2022-2023, Doc 55-3518/001, p. 450.

l'on considère que les violences économiques portent atteinte inévitablement à l'intégrité physique et mentale et/ou à la santé des victimes et si l'on prend en compte toutes les incriminations applicables, l'arsenal pénal apparaît suffisant pour pouvoir réprimer les comportements abusifs dénoncés dans la proposition de résolution.

En revanche, c'est sans doute au niveau d'une politique de prévention et de poursuites que des efforts devraient être déployés pour mieux identifier le phénomène, le prévenir et en poursuivre les auteurs.

Dans ce cadre, une loi particulière, à l'image de la loi sur la prévention et la lutte contre les féminicides, les homicides fondés sur le genre et les violences, pourrait donner à la notion de «violences économiques» une consécration légale et offrir des moyens supplémentaires pour lutter efficacement contre le phénomène, notamment par l'obligation de faire un état de lieux et de faire rapport sur la question, la faculté offerte à des associations pour ester en justice, le développement d'outils permettant une meilleure politique des poursuites, la mise en place de formations spécifiques pour les acteurs concernés, des mesures de soutien aux familles monoparentales, etc.

Joëlle Rozie, Jeroen de Herdt et Damien Vandermeersch

D. Schriftelijk advies van de Commissie tot hervorming van het strafrecht, januari 2024

**Advies van de Commissie tot hervorming van het strafrecht betreffende het voorstel
van resolutie tot versterking van de strijd tegen economisch partnergeweld (doc.
Senaat, nr. 7-444)**

Onderwerp van de adviesaanvraag

Op 20 december 2023 heeft de voorzitster van het adviescomité voor Gelijke Kansen voor vrouwen en mannen van de Senaat de Commissie tot hervorming van het strafrecht per e-mail gevraagd om aan het adviescomité een advies te bezorgen over het voorstel van resolutie tot versterking van de strijd tegen economisch partnergeweld (doc. Senaat, nr. 7-444).

Het belang van de problematiek

Geweld tegen vrouwen, en dan vooral partnergeweld, is een problematiek die de Commissie tot hervorming van het strafrecht al sinds het begin van haar werkzaamheden bezighoudt. De Commissie zet zich in om hierop het meest geschikte antwoord te bieden wat de strafrechtelijke aspecten ervan betreft.

Zoals in het voorstel van resolutie wordt benadrukt, neemt dit fenomeen verschillende vormen aan, waaronder fysiek geweld, psychologisch geweld, aantasting van de seksuele integriteit, schade aan eigendommen en ondraaglijke economische druk.

Tijdens haar werkzaamheden in verband met de hervorming van het Strafwetboek heeft de Commissie deze kwestie al vanuit verschillende invalshoeken belicht:

- Fysiek partnergeweld

De Commissie heeft een advies uitgebracht aan de regering over de opname van feminicide in het nieuwe Strafwetboek; in overeenstemming met dit advies heeft het Parlement de wet van 13 juli 2023 voor de preventie en de bestrijding van feminicides en gendergerelateerde dodingen aangenomen¹.

Het nieuwe Strafwetboek noemt als verzwarende omstandigheid voor verschillende misdrijven tegen de lichamelijke integriteit van personen, het feit dat het misdrijf is gepleegd in een intrafamiliale context², en dan met name door de dader op een partner of ex-partner³. Zo voert Boek 2 van het nieuwe Strafwetboek de volgende verzwaarde misdrijven in: intrafamiliale doodslag (art. 101), intrafamiliale foltering (art. 117), intrafamiliale onmenselijke behandeling

¹ B.S., 31 augustus 2023.

² Misdrif gepleegd op «een bloedverwant of aanverwant in de rechte opgaande of neerdalende lijn, een bloedverwant of aanverwant in de zijlijn tot de derde graad, een partner of ieder ander persoon die een soortgelijke positie heeft in het gezin».

³ Het begrip partner wordt ruim gedefinieerd als «de persoon waarmee de dader is gehuwd of een duurzame affectieve en intieme lichamelijke relatie heeft, alsook de persoon waarmee de dader gehuwd is geweest of een duurzame affectieve en intieme lichamelijke relatie heeft gehad indien de strafbare feiten enigszins verband houden met dit ontbonden huwelijk of de beëindigde relatie» (art. 79, 3°).

(art. 125), intrafamiliale onterende behandeling (art. 130) en intrafamiliale gewelddaden (art. 201).

- Seksueel partnergeweld

In het nieuwe Strafwetboek, waarin het nieuwe seksuele strafrecht is opgenomen, vormt de hoedanigheid van partner of ex-partner eveneens een verzwarende omstandigheid, met name door middel van de verzwarende strafbaarstellingen van intrafamiliale aantasting van de seksuele integriteit, intrafamiliale niet-consensuele verspreiding van seksueel getinte inhoud en intrafamiliale verkrachting (art. 146).

- Psychologisch partnergeweld

Foltering en onmenselijke behandeling, waarbij het intrafamiliale karakter een verzwarende omstandigheid vormt (art. 117 en 125), hebben niet alleen betrekking op ernstig lichamelijk lijden, maar ook op geestelijk lijden.

Hetzelfde geldt voor intrafamiliale gewelddaden, die met name betrekking hebben op gedragingen die bestaan in het aanwenden van macht tegen een andere persoon en die kunnen resulteren in schade aan de gezondheid (waarbij het begrip gezondheid zowel de geestelijke als de lichamelijke gezondheid omvat).

Intrafamiliale onterende behandeling (art. 128 en 130) verwijst naar een vorm van psychologisch geweld die bijzonder verwoestend is op psychisch vlak, aangezien dit geweld erin bestaat de partner te onderwerpen aan een behandeling die in zijn of haar ogen of in de ogen van derden een ernstige krenking of aantasting van de menselijke waardigheid vormen.

We weten ook dat belaging, dat strafbaar wordt gesteld in artikel 237 van het nieuwe Strafwetboek, gepaard gaat met ernstig en verderfelijk psychologisch geweld tegen het slachtoffer. Artikel 238 van het nieuwe Strafwetboek voorziet in een verzwarende omstandigheid wanneer de belaging wordt gepleegd door een persoon die zich in een vertrouwenspositie ten opzichte van het slachtoffer bevindt. Dit is duidelijk het geval in een relatie tussen partners.

De noodzaak om economisch partnergeweld als dusdanig strafbaar te stellen

Zoals in het voorstel van resolutie terecht wordt opgemerkt, neemt partnergeweld vaak de vorm aan van dwangmatige controle, waarbij de agressors de slachtoffers intimideren, vernederen, controleren, manipuleren en geleidelijk isoleren, zodat ze hun geweld kunnen uitoefenen in een poging om macht en controle over de ander te krijgen.

Zoals we hebben gezien, valt dit misbruik, wanneer het de vorm aanneemt van fysiek, psychologisch of seksueel geweld, onder een of meer van de hierboven opgesomde strafbaarstellingen: aantasting van de seksuele integriteit, gewelddaden, onmenselijke of onterende behandeling, belaging, en zelfs, in de ernstigste gevallen, moord, verkrachting of foltering, met het verzwarende «intrafamiliale» aspect (dat de partner en ex-partner omvat).

Hoe zit het met economisch partnergeweld, waarbij het gaat om de gedragingen die in het voorstel van resolutie worden beschreven (de uitgaven en het financieel beheer controleren, geld stelen, de identiteit van het slachtoffer aannemen om kredieten te verkrijgen, de financiële situatie verbergen, het beroepsleven controleren en financiële chantage)?

We moeten vaststellen dat een groot deel van deze onrechtmatige gedragingen onder één van de misdrijven bepaald in Boek 2 van het nieuwe Strafwetboek valt: als dat gedrag ertoe leidt dat de persoon zijn of haar vermogensrechten ontnomen worden in een context van dwang of vernedering, vormt het economisch geweld een onmenselijke, en zelfs vernederende behandeling, maar ook een daad van geweld die een aanslag vormt op de fysieke (extreme vermoeidheid) en psychische (stress, depressie) gezondheid van het slachtoffer.

Bovendien zijn sommige vormen van dat gedrag specifieke misdrijven, zoals diefstal, eventueel met geweld of bedreiging (art. 460, 464, en 466), afpersing (art. 461), verduistering (misbruik van vertrouwen – art. 472), misbruik van andermans kwetsbare toestand om een nadelige akte te doen ondertekenen (art. 474), bedrieglijk bewerkstelligen van onvermogen (art. 493), vandalisme (namelijk beschadiging of vernieling van goederen – art. 513), ongeoorloofde toegang tot een informaticasysteem of computersabotage (art. 523 en 530), familieverlating (art.672), enz.

Er moet worden onderstreept dat het nieuwe Strafwetboek de familiale immuniteiten (art. 462 oud Strafwetboek van 1867) heeft opgeheven. De ratio legis daarvan was gebaseerd op een patriarchale benadering van de familie met als oogmerk de morele en vermogensrechtelijke eenheid van de familie niet in het gedrang te brengen. De toenmalige wetgever wilde de familiale vrede bewaren door te voorkomen dat «straffen zouden worden uitgelokt waarvan het effect niet alleen zou zijn consternatie te veroorzaken bij alle leden van de familie, maar die ook een eeuwige bron van tweedracht en haat zou zijn»⁴. Die immuniteiten berustten op een verouderd idee van de familie («men moet zijn vuile was niet buiten hangen»). Het nieuwe Strafwetboek voert een belangrijke wijziging in op dat vlak: diefstal of verduistering door een echtgenoot of echtgenote kan voortaan strafrechtelijk vervolgd worden, wat tot nu toe niet het geval was.

Uit wat voorafgaat, blijkt dat het Strafwetboek het parket een groot aantal instrumenten biedt om economisch geweld binnen een koppel strafrechtelijk te vervolgen.

We kunnen ons dus afvragen wat de meerwaarde zou zijn van een specifieke strafbaarstelling van economisch geweld binnen een koppel.

Economisch geweld op zich strafbaar stellen impliceert dat die notie onder de vorm van een strafbaar feit moet worden gedefinieerd en als een zelfstandig begrip op strafrechtelijk vlak moet worden omschreven, wat moeilijk lijkt.

Zelfs als economische en financiële onzekerheid, d.w.z. het feit dat men in uiterst moeilijke financiële omstandigheden leeft, niet voortvloeit uit misbruik door een andere persoon, vormt ze op zich een vorm van geweld voor degenen die het ondergaan (in dit geval, ouders en kinderen die in armoede leven).

Financiële kwetsbaarheid en economische afhankelijkheid moeten ook worden onderscheiden van economisch geweld. De eerstgenoemde begrippen vormen een feitelijke situatie die niet noodzakelijk het gevolg is van misbruik. Maar die situaties moeten voorkomen worden omdat ze het risico met zich meebrengen dat ze in een context van dominantie of vernedering transformeren tot economisch geweld.

⁴ Doc. Kamer, 55-3518/001, 2022_2023, blz. 450.

Het belangrijkste kenmerk van het begrip economisch geweld is dat de beschreven situaties zich voordoen in een context waarbij de dader een bepaalde greep heeft op het slachtoffer. Daarom kunnen we ons vragen stellen bij de haalbaarheid en de meerwaarde van een nieuwe zelfstandige strafbaarstelling van economisch geweld. Op strafrechtelijk vlak is het immers moeilijk om economisch geweld te definiëren los van de context ervan en los van andere reeds bestaande strafbare feiten. Aangezien economisch geweld onvermijdelijk een aantasting vormt van de fysieke en mentale integriteit en/of de gezondheid van de slachtoffers, en gelet op alle bestaande strafbaarstellingen, lijkt het strafrechtelijk arsenaal te volstaan om het misbruik dat in de resolutie wordt beschreven, te bestraffen.

Het is daarentegen wellicht op het vlak van het preventie-en vervolgingsbeleid dat er inspanningen moeten worden geleverd om het fenomeen beter te herkennen en te voorkomen, en de daders ervan te vervolgen.

In dat kader zou een specifieke wet, naar het voorbeeld van de wet op het voorkomen en het bestrijden van feminicide – doodslag gebaseerd op gender en geweld – aan het begrip «economisch geweld» een wettelijke bekraftiging kunnen geven en bijkomende middelen kunnen bieden om het fenomeen efficiënt te bestrijden, zoals de verplichting een inventaris op te maken en verslag uit te brengen over het probleem, de mogelijkheid voor verenigingen om in rechte op te treden, de uitbreiding van instrumenten voor een beter vervolgingsbeleid, de organisatie van specifieke vorming voor de betrokken actoren, ondersteuningsmaatregelen voor eenoudergezinnen, enz.

Joëlle Rozie, Jeroen de Herdt et Damien Vandermeersch

E. Avis écrit de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, janvier 2024

Avis
2023-A/005

Institut pour l'égalité des femmes et des hommes



**Avis relatif à la proposition de résolution
visant à renforcer la lutte contre les violences
économiques dans le couple**

1. Introduction

Créé par la loi du 16 décembre 2002, l’Institut pour l’égalité des femmes et des hommes (ci-après « l’Institut ») est un organisme qui a entre autres pour mission de veiller au respect du principe d’égalité entre les femmes et les hommes et de combattre toute forme d’inégalité ou de discrimination fondée sur le genre.

En cette qualité, l’Institut est habilité à adresser des recommandations et des avis aux pouvoirs publics en vue de l’amélioration des lois et réglementations.

C’est dans le cadre de ces compétences que l’Institut a été contacté par le comité d’avis du Sénat pour l’Égalité des chances entre les femmes et les hommes, qui lui a demandé son avis sur la proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre les violences économiques dans le couple.

2. Développements

L’Institut considère la proposition de résolution comme positive dans l’ensemble. La proposition s’attaque à une réalité grave: les violences économiques et administratives qui peuvent piéger la victime, entraîner une dépendance financière, créer des obstacles à la cessation de la relation, et même prolonger les violences au-delà de la séparation.

2.1 Remarques principales

Dans le troisième point des développements, la proposition de résolution présente en détail les principales formes de violences économiques et administratives, englobant des aspects liés au contrôle, à l’exploitation et au sabotage économiques. Il serait également important de mentionner les violences économiques post-séparation, telles que le non-paiement des pensions alimentaires et des dettes contractées durant la vie commune. Bien que les pensions alimentaires impayées figurent dans le point suivant sur les violences économiques qui touchent les cheffes de famille monoparentales, les violences économiques post-séparation peuvent avoir des conséquences à long terme et prolonger la violence entre (ex-)partenaires après la séparation. Elles méritent donc d’être reprises parmi les principales formes de violences économiques. En outre, il est important d’expliciter les violences administratives, telles que la confiscation ou la destruction des documents administratifs personnels ou du couple, dans le cadre de ce troisième point. Il convient d’accorder une attention particulière à ces formes de violences, qui peuvent affecter de manière significative les partenaires d’une nationalité autre que belge.

La proposition demande au gouvernement fédéral, en concertation avec les entités fédérées, de « définir précisément les violences économiques au sein du couple, la notion étant encore très abstraite en droit belge ». Ce n’est plus factuellement correct car la loi du 13 juillet 2023 sur la prévention et la lutte contre les féminicides, les homicides fondés sur le genre et les violences qui les précèdent définit la violence économique comme « toute violence qui cause un préjudice économique ou tout acte ou comportement qui est accompli avec l’intention de commettre une violence économique, et qui peut prendre la forme, entre autres, de dommages matériels, d’une restriction d’accès aux ressources du ménage, à l’éducation ou au marché du travail ou d’inexécution des obligations alimentaires, et qui entraîne une dépendance financière ou matérielle de la victime ou sa précarisation¹ ». Par ailleurs, la COL 3/2006 et la COL 4/2006 intègrent la violence économique dans leur définition respective de la violence et la violence dans

¹ Loi du 13 juillet 2023 sur la prévention et la lutte contre les féminicides, les homicides fondés sur le genre et les violences, M.B., 31 août 2023.



le couple. À cet égard, nous joignons à cet avis une note sur la violence économique écrite en 2022 par l'Institut.

La proposition recommande l'intégration de la notion de violences économiques dans la législation belge, en vue de leur pénalisation. Cette initiative est soutenue par l'Institut dans le but de renforcer la protection des victimes de violence entre (ex-)partenaires. En 2022, l'Institut a d'ailleurs émis un avis concernant le projet de réforme du livre 2 du code pénal (version du 15 mars 2022) dans lequel il demandait de prévoir explicitement une aggravation de la peine dans le cadre de la violence intrafamiliale pour différentes infractions. Il s'agit des infractions suivantes:

- le vol et l'extorsion;
- le vol commis sans violences ni menaces;
- le vol commis à l'aide de violences ou de menaces et l'extorsion;
- l'abus de confiance;
- l'escroquerie et la tromperie;
- la destruction, la dégradation, les dommages.

Selon l'Institut, ces dispositions requièrent également une aggravation de la peine dans le cadre des violences liées à l'honneur et des violences commises dans le cadre d'un motif discriminatoire. À cet égard, nous joignons en pièce jointe l'avis émis en 2022 sur la réforme du livre 2 du code pénal.

L'Institut soutient la demande « d'examiner comment recenser les violences économiques pour en dresser un état des lieux détaillé » de la proposition. Cela s'aligne sur l'article 11 de la Convention d'Istanbul qui demande aux États de « s'efforcer d'effectuer des enquêtes basées sur la population, à intervalle régulier, afin d'évaluer l'étendue et les tendances de toutes les formes de violence couvertes par le champ d'application de la présente Convention », favorisant ainsi la mise en oeuvre d'une *evidence-based policy*. À cet égard, nous recommandons de consulter deux études qui seront publiées dans les mois à venir. Réalisée par le *European Institute for Gender Equality* (EIGE) dans le cadre de la présidence belge, la première étude (une étude qualitative) concerne l'autonomie financière des femmes dans l'Union européenne, avec un volet sur la violence économique. La deuxième étude, financée par l'Institut, est une analyse des données de l'enquête européenne de prévalence sur la violence basée sur le genre (EU- GBV) dont la violence économique.

La proposition suggère d'impliquer beaucoup plus les banques dans la prévention et la détection des violences économiques. L'Institut soutient cette demande car les banques sont un acteur crucial qui peut sensibiliser, développer des outils de détection pour repérer les comportements financiers suspects, et soutenir les victimes en permettant, par exemple, des moyens de paiement nominatifs pour les titulaires d'un compte joint. À ce titre, il serait opportun de consulter les bonnes pratiques internationales.

L'Institut soutient également la recommandation visant à prévoir des modules de formation pour tous les acteurs impliqués dans la gestion quotidienne du patrimoine des couples.

L'Institut conseille par ailleurs de sensibiliser les victimes et le grand public aux violences économiques et administratives, et d'organiser des campagnes visant à améliorer les connaissances financières (dans une perspective de genre) et l'égalité de genre dans la prise de décisions financières.



La proposition suggère plusieurs mesures concernant la formation et le rôle des employeurs dans l'accompagnement des victimes de violences économiques, et plus largement de violences entre (ex-)partenaires. L'Institut soutient ces propositions. Les violences entre (ex-)partenaires peuvent non seulement affecter la performance de la victime au travail mais aussi saboter son emploi, la rendant financièrement dépendante de l'(ex-)partenaire, l'isolant, et lui faisant perdre confiance en soi. Nous joignons à cet avis une étude sur l'impact de la violence entre partenaires sur le travail, les travailleurs et les lieux de travail en Belgique réalisée en 2017 par l'Institut². Par ailleurs, le 13 juin 2023, la Belgique a ratifié la convention C190 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Cette convention engage, entre autres, la Belgique à « reconnaître les effets de la violence domestique et, dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable, atténuer son impact dans le monde du travail³ ». À cet égard, l'Institut recommande également de consulter la recommandation n°206 de l'OIT sur la violence et le harcèlement⁴.

La proposition met en avant des mesures spécifiques pour lutter contre les violences économiques vécues par les victimes séparées de leur ex-partenaire. L'Institut soutient cette démarche. Dans le cadre de la séparation, il convient d'accorder une attention particulière à la violence économique entre (ex-)partenaires et aux conséquences financières (à long terme) pour les victimes. La violence économique peut se poursuivre longtemps après que la victime a mis fin à la relation. L'impact sur la sécurité financière de la victime peut être durable. Cela peut empêcher la victime de devenir financièrement indépendante et contribuer à une lutte financière qui durera toute la vie. Après une séparation, l'ex-partenaire violent(e) peut adapter ses stratégies pour continuer à exercer ou reprendre le contrôle. La violence économique peut également s'aggraver après une séparation, lorsque le ou la partenaire violent(e) cherche à se venger ou à exercer des représailles. Les formes typiques de violence économique après le divorce comprennent la destruction des biens, la prolongation de la procédure de divorce et le refus de partager les biens, le fait de ne pas verser une pension alimentaire ou de ne pas payer les dépenses des enfants, l'utilisation de questions financières pour maintenir le contact, le non-paiement des dettes contractées pendant la relation, etc. Ces stratégies peuvent créer et accroître la dépendance financière à l'égard de l'ex-partenaire et, également, le risque de violence et de harcèlement. À cet égard, l'Institut a publié une recommandation sur la violence entre (ex-)partenaires dans le cadre des divorces en décembre 2023 que nous joignons à cet avis⁵. La recommandation fait le lien avec la violence économique et recommande entre autres les changements législatifs suivants:

- adapter la loi du 6 novembre 2022 afin d'inclure toutes les formes de violence entre (ex-)partenaires dans les affaires de divorce et de mieux protéger les victimes;
- en ce qui concerne l'attribution provisoire du logement familial, modifier l'article 1280 du Code judiciaire juncto art. 1253ter/5 du Code judiciaire de manière à ce que: la violence psychologique (y compris le contrôle coercitif), la violence en ligne, la violence économique et le harcèlement, ainsi que les situations de danger sans présence de violence soient pris en compte;
- en ce qui concerne la pension alimentaire après divorce, modifier l'article 301 §2, alinéa 3 de l'ancien Code civil de manière à ce que: la violence psychologique (y compris le contrôle coercitif), la violence en ligne, la violence économique et le harcèlement, ainsi que les situations de danger sans présence de violence soient pris en compte;

² Cf. https://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/enquete_nationale_sur_limpact_de_la_violence_entre_partenaires_sur_le_travail_les

³ Cf. https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C190

⁴ Cf. https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:R206

⁵ Cf. https://igvm-iefh.belgium.be/fr/avis_et_recommandations/la_violence_entre_ex_partenaires_dans_le_cadre_des_divorces



- en ce qui concerne l'attribution définitive du logement familial dans le cadre de la liquidation et du partage du régime matrimonial, modifier l'article 2.3.14 du Code civil de manière à ce que: la violence psychologique (y compris le contrôle coercitif), la violence en ligne, la violence économique et le harcèlement, ainsi que les situations de danger sans présence de violence soient pris en compte.

Le rôle des juges de la famille et des notaires est également relevé comme important dans la recommandation de l'Institut. Les mesures de droit familial (patrimonial) susceptibles d'être prises par un(e) juge de la famille dans le cadre d'une procédure de divorce peuvent avoir un impact financier important. Par exemple, le ou la juge de la famille peut attribuer (temporairement) le logement familial à la victime de violence entre (ex-)partenaires, mais cela implique que la victime doive payer l'hypothèque ou le loyer pendant cette période. Il est important que les professionnel-le-s impliqué-e-s dans les procédures de divorce en aient conscience et que des garanties (juridiques) soient créées pour protéger les victimes de violence entre (ex-)partenaires de l'impact potentiel des mesures. À titre de bonne pratique, le projet pilote « *Lawyer Victim Assistance* », soutenu par la Secrétaire d'État à l'Égalité des Genres et le Ministre de la Justice, prévoit une formation multidisciplinaire pour les avocats, incluant un volet spécifique sur les violences entre (ex-)partenaires dans le cadre d'une séparation.

Concernant les violences économiques post-séparation telles que le non-paiement des pensions alimentaires et l'obligation de payer les dettes du conjoint contractées durant la vie commune, l'Institut a lancé deux études en 2023 à la demande de la Secrétaire d'État à l'Égalité des genres. La première se penche sur la question du non-paiement des pensions alimentaires et examine la possibilité d'améliorer le service des créations alimentaires existant (SECAL) en créant un fonds universel et automatique des créances alimentaires. Cela préviendrait la réactivation des violences conjugales en limitant les interactions entre les ex-partenaires et en assurant le paiement des pensions alimentaires. La deuxième étude porte sur le paiement des dettes contractées lors de la vie commune. Elle vise à identifier les modifications législatives nécessaires pour mieux protéger les victimes de violences entre partenaires des dettes contractées par l'ex-partenaire pendant leur vie commune. Les études devraient aboutir dans le courant du premier semestre 2024. L'Institut conseille aux législateurs et législatrices de s'en saisir.

2.2 Remarques secondaires

L'Institut recommande également d'examiner les bonnes pratiques mises en place dans les pays européens et en Australie en matière de lutte contre les violences économiques.

L'Institut souligne l'importance de prendre en considération les conclusions qui seront adoptées par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la présidence belge dont l'une des priorités est la promotion de l'indépendance économique et de l'autonomisation des femmes.

Finalement, l'Institut recommande de mentionner et d'intégrer les conclusions de la Résolution du Parlement européen du 6 octobre 2021 sur les conséquences des violences conjugales et des droits de garde sur les femmes et les enfants.

3. Conclusion

Compte tenu de l'impact des violences économiques à long-terme sur l'autonomie financière et la vie des victimes de violence intrafamiliale, l'Institut partage la nécessité de renforcer la lutte contre les violences économiques dans le couple mais aussi après la séparation de celui-ci. La proposition de résolution met en avant des recommandations louables. Toutefois, l'Institut attire l'attention sur l'importance de mieux prendre en compte les violences administratives et de signaler les violences économiques post- séparation parmi les formes principales de violences économiques et administratives. En outre, l'Institut recommande de référencer la définition de la violence économique intégrée dans la loi du 23 juin 2023 ainsi que de consulter les différentes



recommandations qui émaneront des études de EIGE et de l'Institut à paraître en 2024 sur les violences économiques. Enfin, il est recommandé de consulter les recommandations sur la violence économique incluses dans les avis (ci-joints) de l'Institut sur la réforme du livre 2 du code pénal et sur la violence entre (ex-)partenaires dans le cadre de divorces.



E. Schriftelijk advies van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, januari 2024

Advies

2023-A/005

**Instituut voor de gelijkheid
van vrouwen en mannen**



**Advies over het voorstel van resolutie tot
versterking van de strijd tegen economisch
partnergeweld**

igvm-iefh.belgium.be

.be



1. Inleiding

Het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (hierna «het Instituut»), opgericht bij wet van 16 december 2002, heeft onder andere als opdracht toe te zien op de naleving van het beginsel van gelijkheid van vrouwen en mannen en alle vormen van ongelijkheid of discriminatie op grond van geslacht te bestrijden.

In deze hoedanigheid is het Instituut onder meer bevoegd om aanbevelingen en adviezen tot de overheid te richten met het oog op het verbeteren van wet- en regelgeving.

In het kader van deze bevoegdheden heeft het adviescomité voor Gelijke Kansen voor vrouwen en mannen van de Senaat het Instituut gevraagd een advies uit te brengen over het voorstel van resolutie tot versterking van de strijd tegen economisch partnergeweld.

2. Toelichting

Het Instituut beoordeelt het voorstel van resolutie over het algemeen positief. Het voorstel wil een ernstige realiteit aanpakken: economisch en administratief geweld dat het slachtoffer in de val kan lokken, tot financiële afhankelijkheid kan leiden, obstakels kan opwerpen voor het beëindigen van de relatie, en zelfs na de scheiding kan voortduren.

2.1 Belangrijkste opmerkingen

In het derde punt van de toelichting bij het voorstel van resolutie worden de belangrijkste vormen van economisch en administratief geweld in detail beschreven, inclusief aspecten met betrekking tot economische controle, uitbuiting en sabotage. Het zou relevant geweest zijn om ook economisch geweld na de scheiding te vermelden, zoals het niet betalen van alimentatie en schulden die tijdens het huwelijk zijn ontstaan. Hoewel onbetaalde alimentatie is opgenomen in de volgende paragraaf over economisch geweld dat alleenstaande moeders treft, kan economisch geweld na de scheiding langetijdsevolgen hebben en het geweld tussen (ex-)partners na de scheiding verlengen. Het verdient daarom opgenomen te worden bij de belangrijkste vormen van economisch geweld. Daarnaast is het belangrijk om administratief geweld, zoals het afnemen of vernietigen van persoonlijke of echtelijke administratieve documenten, expliciet op te nemen in dit derde punt. Er moet bijzondere aandacht worden besteed aan deze vormen van geweld, die aanzienlijke gevolgen kunnen hebben voor partners met een niet-Belgische nationaliteit.

Het voorstel vraagt de federale regering, in overleg met de deelstaten «economisch partnergeweld nauwkeurig te definiëren, aangezien dit begrip in het Belgische recht nog zeer abstract is». Dit is echter niet meer het geval sinds de inwerkingtreding van de wet van 13 juli 2023 voor de preventie en de bestrijding van feminicides en genderrelateerde dodingen, die economisch geweld beschrijft als «elk geweld dat economische schade veroorzaakt of elke handeling of gedraging die gesteld wordt met de bedoeling om economisch geweld te plegen en die onder meer de vorm kan aannemen van materiële schade, beperking van de toegang tot de middelen van het huishouden, het onderwijs of de arbeidsmarkt of het niet nakomen van onderhoudsverplichtingen, en die tot gevolg heeft dat het slachtoffer financieel of materieel afhankelijk wordt of in bestaanszekerheid belandt»¹. Bovendien nemen de omzendbrieven COL 3/2006 en COL 4/2006 economisch geweld op in hun definities van respectievelijk geweld en partnergeweld. In dit verband voegen wij aan dit advies een nota over economisch geweld toe, die het Instituut in 2022 heeft opgesteld.

¹ Wet van 13 juli 2023 voor de preventie en de bestrijding van feminicides en genderrelateerde dodingen, B.S., 31 augustus 2023.



Het voorstel beveelt aan om het begrip economisch geweld in de Belgische wetgeving op te nemen om het strafbaar te maken. Het Instituut onderschrijft dit initiatief omdat het slachtoffers van geweld tussen (ex-)partners beter beschermt. In 2022 heeft het Instituut trouwens een advies uitgebracht betreffende de hervorming van Boek II van het Strafwetboek (versie van 15 maart 2022), waarin het uitdrukkelijk vroeg om een strafverzwaring voor verschillende misdrijven in het kader van intrafamiliaal geweld. Het betreft de volgende misdrijven:

- diefstal en afpersing;
- diefstal zonder geweld of bedreiging;
- diefstal met geweld of bedreiging en afpersing;
- misbruik van vertrouwen;
- oplichting en bedriegerij;
- vernieling, beschadiging, schade.

Volgens het Instituut moeten deze bepalingen ook voorzien in een strafverzwaring voor eengerelateerd geweld en geweld met een discriminatiegrond. Wij voegen hierbij als bijlage het advies van 2022 betreffende de hervorming van Boek II van het Strafwetboek.

Het Instituut steunt de vraag van het voorstel om «na te gaan hoe economisch geweld kan worden geïdentificeerd om een gedetailleerde stand van zaken op te maken». Dit ligt in de lijn van artikel 11 van het Verdrag van Istanbul, dat de landen vraagt «met regelmatige tussenpozen onderzoeken onder hun bevolking uit te voeren teneinde de omvang van en ontwikkelingen binnen alle vormen van geweld die vallen onder de reikwijdte van dit Verdrag vast te stellen», wat een *evidence-based policy* ten goede moet komen. In dit verband bevelen wij aan om twee studies te raadplegen die in de komende maanden zullen verschijnen. De eerste (kwalitatieve) studie wordt opgesteld door het *European Institute for Gender Equality* (EIGE) in het kader van het Belgisch voorzitterschap. Het onderzoekt de financiële autonomie van vrouwen in de Europese Unie en bevat een onderdeel over economisch geweld. De tweede studie, die door het Instituut wordt gefinancierd, analyseert de gegevens van het Europees onderzoek naar gendergerelateerd geweld (EU-GBV), waaronder economisch geweld.

In het voorstel wordt gevraagd om de banken veel meer te betrekken bij de preventie en opsporing van economisch geweld. Het Instituut steunt dit verzoek omdat banken zeer goed geplaatst zijn om het bewustzijn te vergroten, instrumenten te ontwikkelen om verdacht financieel gedrag te detecteren en slachtoffers te ondersteunen door bijvoorbeeld betaalmiddelen op naam toe te staan voor houders van een gezamenlijke rekening. In dit verband zou het raadzaam zijn om te kijken naar de beste praktijken op internationaal niveau.

Het Instituut steunt ook de aanbeveling om opleidingsmodules aan te bieden voor iedereen die betrokken is bij het dagelijks beheer van het vermogen van koppels.

Het Instituut beveelt ook aan om de slachtoffers en het grote publiek bewust te maken van economisch en administratief geweld en om campagnes te organiseren om de financiële geletterdheid (vanuit een genderperspectief) en de gelijkheid van mannen en vrouwen in de financiële besluitvorming te verbeteren.

In het voorstel worden verschillende maatregelen voorgesteld met betrekking tot de opleiding en de rol van werkgevers bij de begeleiding van slachtoffers van economisch geweld en, meer in het algemeen, geweld tussen (ex-)partners. Het Instituut steunt deze voorstellen. Geweld tussen (ex-)partners kan niet alleen de werkprestaties van het slachtoffer aantasten, maar ook diens werk saboteren, waardoor het slachtoffer financieel afhankelijk wordt van de (ex-)partner, geïsoleerd raakt en het zelfvertrouwen verliest. Wij voegen bij dit advies een studie over de impact van partnergeweld op het werk, de werknemers en de werkplekken in België die in 2017 werd uitgevoerd door het Instituut². Bovendien heeft België op 13 juni 2023 het Verdrag C190 van de Internationale Arbeidsorganisatie (IAO) geratificeerd. Dit verdrag verbindt België er onder andere toe om «de gevolgen van huiselijk geweld te erkennen en, voor zover dit redelijkerwijs mogelijk is, de gevolgen ervan voor de wereld van werk te beperken»³. In dit verband raadt het Instituut ook aan om aanbeveling nr. 206 van de IAO over geweld en intimidatie⁴ te raadplegen.

In het voorstel worden specifieke maatregelen voorgesteld om het economische geweld te bestrijden dat wordt ervaren door slachtoffers die van hun ex-partner zijn gescheiden. Het Instituut steunt deze benadering. In de context van scheiding moet bijzondere aandacht worden besteed aan economisch geweld tussen (ex-)partners en de (langdurige) financiële gevolgen voor de slachtoffers. Economisch geweld kan nog lang doorgaan nadat het slachtoffer de relatie heeft beëindigd. De impact op de financiële zekerheid van het slachtoffer kan blijvend zijn. Het kan verhinderen dat het slachtoffer financieel onafhankelijk wordt en bijdragen tot een levenslange financiële strijd. Na de scheiding kan de gewelddadige ex-partner zijn strategieën aanpassen om de controle te behouden of terug te krijgen. Economisch geweld kan ook escaleren na de scheiding, wanneer de gewelddadige partner uit is op wraak of vergelding. Typische vormen van economisch geweld na een scheiding zijn het vernielen van bezittingen, het rekken van de echtscheidingsprocedure en het weigeren om bezittingen te verdelen, het achterhouden van alimentatiebetalingen of het niet betalen voor de kosten van de kinderen, het aangrijpen van financiële kwesties om contact te houden, het niet betalen van schulden die tijdens de relatie zijn aangegaan, enzovoort. Deze strategieën kunnen de financiële afhankelijkheid van de ex-partner veroorzaken en vergroten, maar ook het risico op geweld en stalking. In dit verband heeft het Instituut in december 2023 een aanbeveling gepubliceerd over (ex-)partnergeweld in het kader van echtscheidingen, die bij dit advies is gevoegd⁵. De aanbeveling legt de link met economisch geweld en beveelt onder andere de volgende aanpassingen in de wetgeving aan:

- de wet van 6 november 2022 aanpassen om alle vormen van geweld tussen (ex-)partners op te nemen in echtscheidingszaken en de slachtoffers beter te beschermen;
- met betrekking tot de voorlopige toekenning van de gezinswoning, artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek juncto art. 1253ter/5 van het Gerechtelijk Wetboek wijzigen zodat psychologisch geweld (inclusief *coercive control*), digitaal geweld, economisch geweld en stalking, alsook gevairsituaties zonder sprake van geweld in aanmerking worden genomen;
- met betrekking tot de onderhoudsuitkering na echtscheiding, artikel 301, §2, derde lid, van het oude Burgerlijk Wetboek wijzigen zodat psychologisch geweld (inclusief *coercive control*), digitaal geweld, economisch geweld en stalking, alsook gevairsituaties zonder sprake van geweld in aanmerking worden genomen;

² https://igvm-iefh.belgium.be/nl/publicaties/nationale_enquete_over_de_impact_van_partnergeweld_op_werk_wernemers_en_werkplekken_in

³ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_norm/-normes/documents/normativeinstrument/wcms_881479.pdf

⁴ https://www.ilo.org/brussels/information-resources/WCMS_729386/lang--nl/index.htm

⁵ https://igvm-iefh.belgium.be/nl/adviezen/ex_partnergeweld_in_het_kader_van_echtscheidingen



- met betrekking tot de definitieve toewijzing van de gezinswoning in het kader van de vereffening en verdeling van het huwelijksvermogensstelsel, artikel 2.3.14 van het Burgerlijk Wetboek wijzigen zodat psychologisch geweld (inclusief *coercive control*), digitaal geweld, economisch geweld en stalking, alsook gevaarsituaties zonder sprake van geweld in aanmerking worden genomen.
- De rol van familierechters en notarissen wordt ook als belangrijk aangemerkt in de aanbeveling van het Instituut. Familie(vermogens)rechtelijke maatregelen die door een familierechter kunnen worden genomen in een echtscheidingsprocedure kunnen ook een grote financiële impact hebben. De familierechter kan bijvoorbeeld (tijdelijk) de gezinswoning toekennen aan het slachtoffer van (ex-)partnergeweld, maar dit impliceert dat het slachtoffer de hypothecaire lening of huurgelden dient te betalen gedurende deze periode. Het is belangrijk dat de professionals die betrokken zijn bij de scheidingsprocedure, zich hiervan bewust zijn en dat er (wettelijke) garanties gecreëerd worden die slachtoffers van (ex-)partnergeweld beschermen tegen de mogelijke impact van maatregelen. Een goede aanpak is het proefproject «*Lawyer Victim Assistance*», ondersteund door de staatssecretaris voor Gendergelijkheid en de minister van Justitie, dat voorziet in multidisciplinaire opleidingen voor advocaten, waaronder een specifiek onderdeel over geweld tussen (ex-)partners in het kader van een scheiding.

Op verzoek van de staatssecretaris voor Gendergelijkheid lanceerde het Instituut in 2023 twee studies over economisch geweld na scheiding, zoals de niet-betaling van alimentatie en de verplichting om de schulden van de echtgenoot te betalen die tijdens hun samenleven zijn gemaakt. De eerste studie gaat in op de kwestie van niet-betaling van alimentatie en onderzoekt de mogelijkheid om de bestaande Dienst voor alimentatievorderingen (DAVO) te verbeteren door een universeel en automatisch fonds voor alimentatievorderingen op te richten. Dit zou herhaling van partnergeweld voorkomen door de interactie tussen ex-partners te beperken en ervoor te zorgen dat de alimentatie wordt betaald. De tweede studie kijkt naar de betaling van schulden die tijdens het samenleven zijn gemaakt. Het is de bedoeling na te gaan welke wijzigingen in de wetgeving nodig zijn om slachtoffers van geweld tussen partners beter te beschermen tegen schulden die de ex-partner tijdens hun samenleven is aangegaan. De studies zouden in de eerste helft van 2024 afgerond moeten zijn. Het Instituut adviseert de wetgevers om ze grondig door te nemen.

2.2 Bijkomende opmerkingen

Het Instituut raadt tevens aan om de goede praktijken te bestuderen die in Europese landen en Australië zijn ingevoerd in de strijd tegen economisch geweld.

Het Instituut benadrukt dat het belangrijk is om rekening te houden met de conclusies die zullen worden aangenomen door de Raad van Europa onder het Belgische voorzitterschap, waarvan een van de prioriteiten de bevordering van de economische onafhankelijkheid en *empowerment* van vrouwen is.

Tot slot beveelt het Instituut aan om de conclusies van de resolutie van het Europees Parlement van 6 oktober 2021 over de gevolgen van intiem partnergeweld en van voogdijrechten voor vrouwen en kinderen te vermelden en te integreren.

3. Conclusie

In het licht van de langetermijngevolgen van economisch geweld op de financiële onafhankelijkheid en het leven van slachtoffers van intrafamiliaal geweld, is het Instituut het ermee eens dat de strijd tegen economisch geweld binnen de relatie, maar ook na de scheiding, moet worden opgevoerd. In het voorstel van resolutie worden lovendaardige aanbevelingen geformuleerd. Het Instituut wijst er echter op dat het belangrijk is om meer rekening te houden met administratief geweld en om economisch geweld na de scheiding te vermelden als een van de belangrijkste vormen van



economisch en administratief geweld. Bovendien beveelt het Instituut aan om te verwijzen naar de definitie van economisch geweld in de wet van 23 juni 2023 en om de verschillende aanbevelingen te raadplegen uit de studies van EIGE en het Instituut over economisch geweld die in 2024 zullen worden gepubliceerd. Ten slotte is het aanbevolen om de aanbevelingen over economisch geweld te raadplegen die zijn opgenomen in de (bijgevoegde) adviezen van het Instituut over de hervorming van Boek 2 van het Strafwetboek en over (ex-)partnergeweld in het kader van echtscheidingen.

